

les
études
du **Ceri**

Centre d'Études
et de Recherches
Internationales

**Tableau de bord des pays
d'Europe centrale et orientale
et d'Eurasie 2011**

Sous la direction de
Jean-Pierre Pagé

Volume 1 : Europe centrale et orientale



SciencesPo.

CERI
CNRS

Le Tableau de bord 2011 (volumes 1 et 2) a été réalisé, sous la direction de Jean-Pierre Pagé, par une équipe lui associant Tursyn Bukayeva, Hélène Clément-Pitiot, Vitaly Denysyuk, Régis Genté, Jean Guellec, Raphaël Jozan, Edith Lhomel et Catherine Samary. Le panorama politique de l'Europe centrale (volume 1) a été rédigé par Jacques Rupnik, celui de l'Eurasie (volume 2) par Anne de Tinguy. Jacques Sapir a pris en charge l'élaboration de la partie relative à la Russie, Julien Vercueil, le panorama économique de l'Eurasie.

Jean-Pierre Pagé est économiste, expert pour les pays de l'Europe centrale et orientale et de l'Eurasie.

e-mail : jppage@wanadoo.fr

Jacques Rupnik est directeur de recherches au CERI-Sciences Po.

e-mail : rupnik@ceri-sciences-po.org

Edith Lhomel est rédactrice-analyste à la DILA-Documentation française.

e-mail : edith.lhomel@dila.gouv.fr

Catherine Samary est maître de conférence en économie à l'université Paris-Dauphine, associée à l'Institut d'Etudes européennes de l'université Paris-8.

e-mail : catherine.SAMARY@dauphine.fr

Remerciements

Notre gratitude va d'abord à Judith Burko, notre fidèle éditrice, qui a accepté de nous accompagner dans cette nouvelle aventure. Nos remerciements vont aussi à Balazs Egert et Rafal Kierzenkowski, économistes à l'OCDE, qui nous ont fait bénéficier de leurs conseils. Ils vont, comme chaque année, aux économistes de l'Institut d'études économiques internationales de Vienne (WIIW) pour leur incomparable connaissance de l'Europe de l'Est et, plus particulièrement, à Leon Podkaminer, auteur de l'« Overview » dans le Rapport d'été de l'Institut.

Avant-propos

Pour sa quinzième édition (le premier volume est paru en 1997 !), *Le Tableau de Bord* fait peau neuve et ouvre ses pages à des pays qu'il ignorait jusqu'à présent : signe des temps, alors que les pays d'Europe centrale et orientale sont tous intégrés dans l'Europe ou se préparent à l'être, c'est aux contrées plus orientales qu'il nous revient d'ouvrir nos pages.

Cette innovation modifie la typologie et le format des chapitres dont nos lecteurs sont familiers.

Le nouveau *Tableau de bord* consacre en effet un premier volume à l'Europe centrale, balkanique et balte et continue de suivre l'évolution des pays qui faisaient l'essentiel des précédentes éditions, regroupés dans des ensembles à dimension régionale : les pays de l'Europe centrale (incluant la Slovénie) sont traités ensemble, de même que les États baltes et les pays des Balkans ayant rejoint l'Union européenne (Bulgarie et Roumanie).

Un quatrième chapitre est consacré aux « Balkans occidentaux », et traite non seulement de la Croatie et de la Serbie, mais aussi – et c'est une autre innovation importante – de tous les pays de cette région jusqu'alors non présentés dans ces pages, à savoir l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Macédoine et le Monténégro. Le Kosovo, pour lequel on ne dispose pas de statistiques appropriées pour ce travail, n'y figure pas.

Le deuxième volume est consacré aux pays de l'ex-Union soviétique, regroupés sous le vocable d'Eurasie. On y trouve ainsi la Russie et l'Ukraine, comme dans les précédentes éditions, et les autres États regroupés en quatre chapitres : le Bélarus et la Moldavie, les trois pays du Caucase du Sud, le Kazakhstan, isolé en raison de la dimension de son économie, et les quatre autres pays de l'Asie centrale.

Cette nouvelle structure entraîne également, on le comprendra, des modifications dans la présentation des tableaux d'indicateurs.

Jean-Pierre Pagé

Table des matières

Europe centrale et orientale

L'Europe centrale et orientale fait front face à la crise de la zone euro <i>par Jean-Pierre Pagé</i>	p. 4
Leçons centre-européennes de la crise de l'euro <i>par Jacques Rupnik</i>	p.11
Les pays d'Europe centrale <i>par Jean-Pierre Pagé</i> <i>Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Slovénie</i>	p. 17
Les pays baltes <i>par Jean-Pierre Pagé</i> <i>Estonie, Lettonie, Lituanie</i>	p. 28
La Bulgarie et la Roumanie <i>par Edith Lhomel</i>	p. 34
Les Balkans occidentaux <i>par Catherine Samary</i> <i>Albanie, Bosnie Herzégovine, Croatie, Macédoine, Monténégro, Serbie</i>	p. 41

Sources

- ♦ *Balkan Insight* (<http://www.balkaninsight.com/en/page/all-balkans-home>).
- ♦ BERD :
 - *Transition Reports*, 2007-2010.
 - *Regional Economic Prospects*, 18 octobre 2011.
- ♦ Commission européenne :
 - *European Economic Forecast*, automne 2011 ;
 - Rapports dans le cadre du Mécanisme de coopération et de vérification ;
 - Rapport intérimaire au Parlement européen et au Conseil sur les progrès réalisés par la Bulgarie au titre du Mécanisme de coopération et de vérification (http://ec.europa.eu/dgs/secretariat_general/cvm/docs/com_2011_81_fr.pdf).
 - Rapport au Parlement européen et au Conseil sur les progrès réalisés par la Roumanie au titre du Mécanisme de coopération et de vérification (http://ec.europa.eu/dgs/secretariat_general/cvm/docs/com_2011_460_fr.pdf).
- ♦ Consensus Economic inc, *Eastern Europe Consensus Forecasts*, 21 novembre 2011
- ♦ *Courrier des Balkans*, archives 1999-2012, par pays et dossiers (<http://balkans.courriers.info/>).
- ♦ FMI, *Pologne : un vif succès en Europe, mais avec des problèmes à régler*, 26 mars 2010 (<http://www.imf.org/external/french/pubs/ft/survey/so/2010/car032610af.pdf>).
- ♦ Institut d'études économiques internationales de Vienne (WIIW) :
 - P. Havlik et al., « Recovery – in low gear across tough terrain », *Current Analyses and Forecasts : Economic Prospects for Central, East and Southeast Europe*, n° 7, février 2011 ;
 - L. Podkaminer, V. Gligorov, M. Holzner, M. Landesmann, R. Römisch et al., « Recovery : Limp and battered », *Current Analyses and Forecasts : Economic Prospects for Central, East and Southeast Europe*, n° 6, juillet 2011.
- ♦ Janicko M., « Retour de la crise économique en République tchèque », *Nouvelle Europe*, 27 décembre 2010.
- ♦ OCDE, Département des affaires économiques :
 - *Etude économique de la République tchèque 2010 : le problème de l'assainissement budgétaire après la crise ;*
 - *Slovénie*, Synthèse, 2011.
- ♦ *Post-communist Economies* (trimestriel), Londres.
- ♦ Rupnik J. (dir), *Les Balkans et l'Europe : progrès et malentendus*, Dossier du CERl, avril 2011 (<http://www.cerl-sciences-po.org>).
- ♦ *Warsaw Business Journal's Special Supplement on How Poland will Navigate the Current Uncertainty*, 5-11 septembre 2011 :
 - R. Adekoya, « Can Poland remain a green island ? » ;
 - E. Patka, « Banking on stability ».

L'Europe centrale et orientale fait front face à la crise de la zone euro

Jean-Pierre Pagé

A côté de la zone euro prise dans un processus échevelé de crises à rebondissements, l'Europe centrale et orientale apparaissait il y a encore peu comme une zone de « normalité » où les banques prêtaient aux entreprises et aux particuliers (à des conditions qui s'étaient certes durcies) et où les gouvernements administraient sans craindre la faillite... L'« anormalité » y avait sa place, mais s'exprimait, et s'exprime toujours, d'une manière particulière, principalement dans certaines régions (les Balkans occidentaux notamment), par le biais de la condition précaire de beaucoup de travailleurs, de l'existence d'importants secteurs d'économie grise, de processus de transformation des entreprises pas toujours limpides entre prédation d'oligarchies locales héritées de l'ancien régime et mainmise de grands groupes internationaux, ou d'un chômage qui, dans l'ensemble, atteignait des niveaux très élevés.

Si l'Europe centrale et orientale ne semble pas avoir été victime des convulsions de la zone euro, comme on aurait pu le craindre, et si son évolution économique est ainsi quelque peu déconnectée de celle de ladite zone, ses possibilités d'adaptation varient toutefois nettement selon les régions qui la composent.

Une Europe centrale et orientale diversifiée

L'Europe centrale et orientale est en effet loin d'être une région homogène. A côté d'une Europe centrale bien intégrée à l'Union européenne, dans laquelle la Hongrie joue le rôle d'électron libre, on y trouve une Europe balte en train de surmonter sa crise de croissance, deux pays – la Bulgarie et la Roumanie – ayant rejoint l'Union mais qui poursuivent leur dur apprentissage, et des pays des Balkans occidentaux qui se fraient avec difficultés un chemin dans l'espoir de rattraper et d'intégrer l'UE.

Les pays de l'Europe centrale, qui ont tous rejoint l'UE, y sont désormais bien intégrés et, en conséquence, ont globalement souffert de la crise qui l'affecte. Leurs liens étroits avec elle les ont soumis à l'alternance entre la récession de 2009 et le rebond de 2010, prolongé mais atténué en 2011. Dans l'ensemble, ce sont des économies industrialisées, solides, qui ont bien réussi leur transition, parmi lesquelles la Pologne se singularise par ses performances et la Hongrie par ses difficultés (tout cela est développé dans le chapitre « Europe centrale »). Globalement, cette zone n'a pas encore subi vraiment la contagion de la crise qui sévit à l'Ouest.

Les pays baltes constituent une autre région. Ils n'ont pas suivi la même évolution que les pays de l'Europe centrale. Après un début difficile, ils ont connu une très forte expansion économique qui leur a permis d'augmenter spectaculairement le niveau de vie de leur population et sa consommation. Mais ce développement a été réalisé au prix d'une forte interpénétration avec leurs partenaires du nord de la « vieille Europe » et, en particulier, par un endettement devenu rapidement faramineux de leurs agents économiques vis-à-vis des banques de ces partenaires. Quand la crise a éclaté à l'ouest de l'Europe, ils étaient en « surchauffe » économique et, bien que leurs partenaires de l'Europe du Nord aient été moins touchés que les autres, ils ont subi un coup d'arrêt brutal. Le lien qu'ils avaient établi entre leurs monnaies et l'euro leur a interdit d'utiliser la « dévaluation externe » pour amortir le choc, qui d'ailleurs aurait eu des conséquences extrêmement négatives eu égard au remboursement de leurs très importantes dettes privées. Ils ont donc utilisé l'arme de la « dévaluation interne » avec des chutes spectaculaires des salaires et de la consommation, ainsi que des coupes drastiques dans les moyens de fonctionnement des services publics. S'ils ont supporté ces chutes et ces coupes qui ont pu paraître dramatiques, c'est que les hausses de certains des mêmes paramètres

(salaires et consommation) avaient été également très spectaculaires avant la crise. C'est pourquoi les premières ont été supportées sans révoltes trop violentes. En outre leurs politiques très vertueuses des finances publiques, parties intégrantes de leurs systèmes de *currency boards* ou de *pegs* avant la crise, les avait laissés avec des déficits publics très faibles et leurs dettes publiques (contrairement à leurs dettes privées) étaient extrêmement modérées. Ces économies n'ont donc aucunement connu le phénomène de la crise de la dette au sens où on l'entend en Occident, et elles ont rebondi aussi spectaculairement qu'elles avaient fléchi, tout en conservant, cependant, un chômage très substantiel.

Les pays des Balkans occidentaux, où il faut singulariser la Croatie, considérée par la Commission européenne comme étant prête à entrer dans l'UE, sont à une autre extrémité. Alors que les Etats de l'Europe centrale avaient gardé, tout au long de leur expérience soviétique, une identité nationale profondément ancrée issue de leur histoire économique et politique, et une expérience qui leur a permis de reconstruire assez vite une solide base industrielle, les nouveaux Etats des Balkans occidentaux ont eu à vivre l'expérience difficile de la désagrégation, à la fois d'une forme d'union qui fonctionnait assez bien sous la férule de Tito, et d'une forme d'économie autogestionnaire sans équivalent ailleurs. Ils ont donc dû faire, à la fois, l'apprentissage de la gestion d'un pays indépendant et d'une économie de marché capitaliste. Si la transition a commencé pour eux avec un tournant néo-libéral marqué par une thérapie de choc inspirée par le FMI dès 1989 et si les premières « lois de transformation de la propriété » destinées à passer de la « propriété sociale » à la « propriété capitaliste » datent du début de la décennie des années 1990, elle a été perturbée par les guerres balkaniques qui ont eu lieu au cours de cette décennie et n'est entrée dans le vif du sujet qu'à la fin des années 1990, avec une radicalisation des politiques de privatisation et d'appel aux investissements directs de l'étranger dans le cadre d'accords de libéralisation des services bancaires pour faire face à l'insuffisance de capital endogène. Les transformations de la propriété ont été particulièrement difficiles, donnant lieu au cours des années 1990 à une sorte de « crise systémique ». Si les Balkans occidentaux ont connu une croissance supérieure à celle de l'Europe des 15 pendant les années 2000, cela ne doit pas masquer les dérives importantes qui ont nom gaspillages bureaucratiques, clientélisme et corruption hérités de l'ancien régime de parti unique et non supprimés, au contraire augmentés dans le cadre du processus de libéralisation et de privatisation, alors que se sont installés presque partout un chômage de masse et de solides inégalités. A l'exception de l'Albanie, tous les pays de la région ont subi le contrecoup de la crise affectant l'Occident en 2009, enregistrant une diminution de leur PIB avant que celui-ci ne rebondisse en 2010. Dans l'ensemble, la situation de ces pays reste très précaire. Leur transition n'est pas terminée et ils demeurent sous assistance financière internationale.

Entrés dans l'Union européenne en janvier 2007 après l'Europe centrale et les Etats baltes, la Bulgarie et la Roumanie peinent à se débarrasser de leur réputation de « mauvais élèves ». De fait, ils ne bénéficient toujours pas d'économies aussi restructurées que celles de leurs prédécesseurs dans l'Union, d'autant plus que les faiblesses de leurs capacités administratives limitent le rôle structurant qu'exercent ailleurs les fonds structurels européens. En outre, ils sont soumis par la Commission européenne depuis le 1^{er} janvier 2007 à un mécanisme de coopération et de vérification (MCV) qui a pour objet de les obliger à mieux combattre la corruption et autres dérives, ainsi que d'achever la réforme de leurs systèmes judiciaires. Par ailleurs, rappelons que leur entrée dans l'espace de Schengen a été repoussée à juillet 2012. Ces pays, qui avaient conservé jusqu'en 2008 inclus une forte croissance de l'ordre de 6 à 7 %, ont été sévèrement frappés par les effets de la crise de 2009 en Occident, enregistrant une chute de leur PIB du même ordre, et ce d'autant plus que leur croissance antérieure, appuyée sur un développement très rapide de la demande domestique, s'était accompagnée d'une expansion non maîtrisée (facteur de vulnérabilité) du crédit et de l'endettement du secteur privé. Depuis lors, après une année 2010 décevante, handicapés par une politique d'austérité très pesante, ils peinent à retrouver une croissance qui ne devrait pas dépasser 2 % en 2011 et reste sujette aux menaces qui pèsent sur l'ensemble de la zone.

Une Europe centrale et orientale sérieusement secouée mais pas gravement sinistrée...

L'Europe centrale et orientale, contrairement à l'image qu'on en donne quelquefois, a été jusqu'ici beaucoup moins frappée par la crise que l'Europe des 15.

La première raison tient au fait que les banques, même si elles sont majoritairement des filiales des établissements occidentaux, ont été épargnées par la crise, car elles sont restées concentrées sur leur rôle de prêteur aux agents économiques et n'ont pas succombé à la tentation de goûter aux délices des produits toxiques. Le principal élément de vulnérabilité dans le domaine financier de ces pays est la propension des ménages à s'endetter parfois inconsidérément en devises étrangères (euros et francs suisses) pour acheter des logements. En cas de dépréciation de leur monnaie, comme c'est le cas en Hongrie, ces ménages se sont retrouvés piégés.

La deuxième raison est que ces pays, récemment cornaqués par le Fonds monétaire international et la Commission européenne pendant la transition, ont abordé la crise avec des niveaux de dettes publiques très raisonnables et bien inférieurs, à l'exception de celui de la Hongrie, à ceux des pays de la « vieille Europe ». On ne saurait parler de « crise de la dette publique » en Europe centrale et orientale. En conséquence, même s'ils ont mis en œuvre des « plans de relance » en 2009 pour contrer les effets récessionnistes de la crise, ils sont demeurés, dans l'ensemble, avec des niveaux de dette publique qui n'ont pas atteint de seuils critiques à quelques exceptions près. Il n'en est pas de même, toutefois, de la dette privée dont le montant a atteint des niveaux élevés dans plusieurs pays en raison du comportement d'agents économiques préférant l'emprunt en devises étrangères à l'emprunt en monnaie nationale en raison du coût moins élevé du premier.

Il n'en demeure pas moins que la zone, dans son ensemble, a été nettement secouée par les répercussions de la crise à l'Ouest, qui a entraîné une chute considérable de ses exportations, moteur principal de sa croissance. Ces pays ont donc connu une diminution sensible de leur activité économique en 2009 (à l'exception de la Pologne et de l'Albanie) qui s'est répercutée sur leurs recettes fiscales et donc, *ipso facto*, sur la situation de leurs finances publiques.

La majorité d'entre eux – la Bulgarie, la Croatie, la Lettonie et la Roumanie mis à part – ont connu une franche reprise de l'activité économique en 2010, tirée par celle de la demande extérieure émanant de l'Ouest qui contraste avec l'atonie de la demande domestique, que ce soit celle des ménages qui a continué à se contracter dans la plupart des pays, surtout chez les nouveaux membres de l'Union et dans certains petits Etats des Balkans, ou l'investissement dans la plus grande partie de la région. Cette reprise s'est consolidée en 2011, avec une accélération de la croissance dans les pays baltes, mais un commencement de décélération ailleurs en cours d'année, notamment dans les pays de l'Europe centrale (sauf en Pologne), en liaison avec la détérioration de la conjoncture à l'Ouest. Ce ralentissement tient aussi à ce que la demande domestique, demeurée atone dans presque tous les pays sous revue, a été incapable de prendre le relais. En effet, chez les nouveaux membres notamment, la consommation a continué d'être freinée pour plusieurs raisons. La diminution de l'activité économique en 2009 y avait déjà durement affecté les positions financières des ménages touchés par la montée du chômage qui, en moyenne, est passé de 6,5 % en 2007 à 8,5 % en 2009, pour atteindre 10 % en 2010 et s'y maintenir en 2011. Leur revenu disponible a été ensuite affecté par les politiques d'austérité mises en œuvre dans la zone, que ce soit sous la forme de la hausse de certaines taxes ou, surtout, en raison de coupes dans les salaires publics et les transferts sociaux. Ces politiques ont exercé un effet pervers en influant sur la distribution des revenus, favorisant ainsi les plus élevés et pénalisant ceux des classes moyennes et des plus pauvres, ce qui a conduit leurs détenteurs à épargner plutôt qu'à consommer, d'autant que les banques commerciales durcissaient les conditions des crédits à la consommation. Quant à l'investissement domestique, il a subi les incidences négatives de la détérioration du climat des affaires en liaison avec le rebondissement de la crise à l'Ouest et des coupes opérées dans les programmes publics d'infrastructures.

...qui a réussi, dans l'ensemble à garder la maîtrise de ses équilibres économiques et financiers

Les économies de l'Europe centrale et orientale n'apparaissent pas non plus globalement frappées par des déséquilibres importants. Les tendances inflationnistes qui subsistaient avant la crise ont disparu au moment où elle a éclaté. Si elles ont repris un peu de vigueur depuis lors, c'est pour des raisons exogènes liées à l'impact sur les prix des produits importés de la hausse des prix de l'énergie et des produits agricoles et non, comme avant, sous la pression d'un *boom* de la consommation. En fait, l'inflation sera restée, en 2011, proche de 4 % en moyenne. Elle n'a dépassé nettement ce taux qu'en Serbie (10 %), Roumanie (6,5 %), et Estonie (5,5 %). Compte tenu de cette modération de l'inflation, la plupart des pays de la région mènent une politique monétaire accommodante, ce qui présente le triple avantage de freiner les tendances à l'appréciation de leur monnaie susceptibles de détériorer leur compétitivité dans les pays dont le taux de change est flexible, d'éviter d'étouffer les velléités de reprise et de décourager les tentatives des détenteurs de capitaux volatils d'envahir leurs économies.

Si l'on excepte la Hongrie, qui fausse le calcul en 2011 avec un excédent artificiel dû au rapatriement dans le giron de l'Etat des fonds privés de retraite, la moyenne des déficits des finances publiques de la zone est à peine supérieure à 4 % du PIB. La dette publique, pour sa part, située le plus souvent entre 30 et 45 % du PIB, est presque partout nettement inférieure au seuil de Maastricht, ce qui est de nature à faire pâlir d'envie les pays de l'Ouest. Elle ne le dépasse qu'en Hongrie et, de très peu, en Albanie. Cela conduit les économistes du WIIW à faire observer que compte tenu de la réémergence récente de tendances récessionnistes en Europe, des déficits budgétaires modérés pouvant dépasser légèrement 3 % du PIB ne sont pas à proscrire. Observons qu'une telle recommandation va à l'encontre d'un phénomène prégnant dans la zone : le retour à un « fondamentalisme budgétaire » que l'acmé de la crise en 2009 avait fait reculer au profit de réflexes keynésiens. Ce fondamentalisme s'est traduit par la multiplication, comme à l'Ouest, de politiques d'austérité, même dans des pays qui n'en avaient franchement pas besoin comme la République tchèque, avec bien évidemment un effet négatif sur la croissance qui est particulièrement pernicieux dans les cas de la Bulgarie et de la Roumanie. En sens inverse, la Pologne, en menant une politique budgétaire relativement souple dans les limites constitutionnelles, qui a fortement contribué à lui permettre de conserver son dynamisme même au plus fort de la crise, a démontré le caractère nocif de ces excès.

La situation de la majorité des pays de l'Europe centrale et orientale n'est donc pas du tout comparable à celle des pays de l'ouest de l'Europe qui, tout à la fois, présentent des niveaux de dettes publiques incomparablement plus élevés et des déficits plus marqués. Ils doivent donc éviter de surréagir. La possibilité d'adaptation de ces Etats aux difficultés est évidemment différente selon que l'on a affaire à des pays à « change flottant » ou à « change fixe ». Les pays à change flottant peuvent jouer sur la dépréciation (dévaluation externe) de leur monnaie pour restaurer leur compétitivité si celle-ci vient à fléchir, alors que les pays à change fixe sont obligés de faire de la dévaluation interne en procédant à des coupes dans les salaires ou les transferts sociaux comme en Lettonie ou en Slovaquie. Dans les faits, il semble que peu de pays aient fait jouer massivement la dévaluation externe pour restaurer leur compétitivité. Un certain nombre d'entre eux ne le pouvaient d'ailleurs pas, soit qu'ils aient intégré la zone euro, soit que leur monnaie soit liée à l'euro par un *currency board* ou un *peg*. En fait, peu d'entre eux disposaient de la faculté de faire jouer une dépréciation de leur monnaie et, quand ils en avaient la possibilité, il ne l'ont guère utilisée.

L'Europe centrale et orientale est donc bien restée quelque peu à côté de la crise, même si la situation de ses pays reste précaire, notamment dans les Balkans occidentaux et, dans une moindre mesure, en Bulgarie et Roumanie. Mais elle reste très sérieusement sous la menace des conséquences des rebondissements de celle-ci.

Tableaux synthétiques

Europe centrale et orientale

Croissance du PIB - Croissance des prix à la consommation

	Croissance du PIB en % par rapport à l'année précédente					Croissance des prix à la consommation en % par rapport à l'année précédente				
	2007	2008	2009	2010	2011 (p)	2007	2008	2009	2010	2011 (p)
Hongrie	0,7	0,9	-6,7	1,2	1,5	7,9	6	4	4,7	4
Pologne	6,8	5,1	1,7	3,8	3,8	2,6	4,2	4	2,7	4
République tchèque	6,1	2,5	-4,2	2,3	2,1	2,9	6,3	0,6	1,2	2
Slovaquie	10,6	5,8	-4,8	4	3,2	1,9	3,9	0,9	0,7	4
Slovénie	6,9	3,7	-8,1	1,2	1	3,8	5,5	0,9	2,1	2,5
Estonie	6,9	-5	-13,9	3,1	7,5	6,7	10,6	0,2	2,7	5,5
Lettonie	10	-4,2	-18	-0,3	4,5	10,1	15,2	3,3	-1,2	4,5
Lituanie	9,8	2,9	-14,7	1,3	6	5,8	11,1	4,2	1,2	4,5
Bulgarie	6,4	6,2	-5,5	0,2	1,5	7,6	12	2,5	3	3,5
Roumanie	6,3	7,3	-7,1	-1,3	2	4,9	7,9	5,6	6,1	6,5
Albanie	5,9	7,7	3,3	4	4,1	2,9	3,4	2,3	3,5	4
Bosnie-Herzégovine	6,2	5,7	-3	0,9	2,3	1,5	7,5	-0,4	2,1	4
Croatie	5,1	2,2	-6	-1,2	1	2,9	6,1	2,4	1,1	2,5
Macédoine	6,1	5	-0,9	0,7	2	2,3	8,3	-0,8	1,6	3
Monténégro	10,7	6,9	-5,7	0,5	2	4,2	7,4	3,4	0,5	3
Serbie	6,9	5,5	-3,1	1,8	2,5	7	13,5	8,6	6,8	10

Sources : se reporter aux chapitres du volume correspondant aux pays
(p) : prévision

Tableaux synthétiques

Europe centrale et orientale

Dettes publiques - Déficit public général

	Dettes publiques en % du PIB					Déficit public général (General government balance) en % du PIB				
	2007	2008	2009	2010	2011(p)	2007	2008	2009	2010	2011(p)
Hongrie	66,1	72,3	78,4	80,2	76	-5	-3,6	-4,5	-4,3	3,6**
Pologne	45	47,1	50,9	55	55	-1,9	-3,7	-7,3	-7,9	-5,5
République tchèque	29	30	35,3	38,5	41,3	-0,7	-2,7	-5,8	-4,7	-4,5
Slovaquie	29,6	27,8	35,4	41	45,1	-1,8	-2,1	-8	-7,9	-5,4
Slovénie	23,1	21,9	35,2	38	42,8	-0,1	-1,8	-6	-5,6	-5,8
Estonie	3,7	4,6	7,2	6,6	6,1	2,5	-2,9	-1,8	0,1	0
Lettonie	9	19,7	36,7	44,7	48,5	-0,3	-4,2	-9,6	-7,6	-4,5
Lituanie	16,9	15,6	29,5	38,2	40,5	-1	-3,3	-9,5	-7,1	-5
Bulgarie	17,2	13,7	14,6	14,9	17	1,1	1,7	-4,7	-3,2	-2
Roumanie	12,6	13,4	23,6	30,8	33	-2,6	-5,7	-8,5	-6,4	-4,5
Albanie	53,9	55,2	61,6	61	61	-3,5	-5,5	-7	-3	-4
Bosnie-Herzégovine	29,6	30,8	35,4	39,1	38	1,2	-2,2	-4,5	-4,5	-3,5
Croatie	32,5	29	35,2	40,1	45,2	-1,2*	-0,9*	-3,2*	-4,3*	-6*
Macédoine	33,3*	28,7*	32*	34*	35*	0,6*	-0,9*	-2,6*	-2,5*	-2*
Monténégro	27,5	29	38,2	42	44	8,2	1,7	-3,5	-3	-3
Serbie	29,8	27,9	32,6	36	43	-2	-2,6	-4,5	-4,4	-5
	* : définition nationale					* : définition nationale ** : y.c. effet du transfert de fonds du 2 ^e au 1 ^{er} pilier du système des retraites				

Sources : se reporter aux chapitres du volume correspondant aux pays
(p):prévision

Tableaux synthétiques

Europe centrale et orientale

Taux de chômage en % de la population active, moyenne annuelle, méthode enquêtes emploi, concept du BIT

	2007	2008	2009	2010	2011 (p)
Hongrie	7,4	7,8	10	11,2	11
Pologne	9,6	7,1	8,2	9,6	10
République tchèque	5,3	4,4	6,7	7,3	7,3
Slovaquie	11,1	9,5	12	14,4	13
Slovénie	4,8	4,4	5,9	7,3	8
Estonie	4,7	5,5	13,8	16,9	13
Lettonie	6	7,5	17,1	18,7	15,5
Lituanie	4,3	5,8	13,7	17,8	16
Bulgarie	6,9	5,6	6,8	10,2	11,3
Roumanie	6,4	5,8	6,9	7,3	7,6
Albanie	13,5	13	13,8	15	15
Bosnie-Herzégovine	29	23,4	24,1	27,2	27
Croatie	9,6	8,4	9,1	11,8	12
Macédoine	34,9	33,8	32,2	32	31
Monténégro	19,3	17,2	19,3	19,6	20
Serbie	18,1	13,6	16,1	19,2	20

Sources : se reporter aux chapitres du volume correspondant aux pays
(p) : prévision

Leçons centre-européennes de la crise de l'euro

par Jacques Rupnik

Il n'y a pas une Europe centrale face à la crise de l'euro : la crise financière et économique affecte depuis 2008 les pays du groupe de Visegrad (Pologne, Hongrie, République tchèque, Slovaquie), mais aussi la Slovénie ou les pays baltes, de manière différenciée. La Pologne a ainsi été le seul pays de l'Union européenne à traverser la crise internationale sans connaître la récession, la République tchèque et la Slovaquie ont limité les dégâts, la Hongrie continue de la subir de plein fouet, l'Estonie a su s'adapter vite et rebondir, alors que la Lettonie s'administre une cure d'austérité sans précédent. Parmi ceux qui ont adopté l'euro, la Slovénie et l'Estonie se plient aux nouvelles contraintes sans broncher, tandis que la Slovaquie refuse de changer les règles au milieu de la partie pour une cause discutable (la Grèce). Cette diversité des situations explique en partie des perceptions contrastées et un grand éventail de réactions par rapport à la crise de l'euro, et plus généralement aux interrogations sur l'avenir du projet européen. On peut aussi la présenter comme autant de leçons politiques que les pays de la région tirent de la crise de la monnaie européenne.

République tchèque : leçon de suffisance

« L'euro n'a jamais été une bonne idée. Son échec devait arriver »¹. Ainsi s'exprime en novembre 2011 le président de la République tchèque, et son propos s'accompagne d'un rappel : « je vous l'avais bien dit... ». Il faut en effet accorder à Vaclav Klaus que son opposition à la monnaie unique date du jour même de son lancement. Il dit s'identifier aux propos de l'ancien ministre des Finances britannique Nigel Lawson, qui considère l'union monétaire comme « l'acte le plus irresponsable de l'après-guerre ». Vaclav Klaus, économiste de formation, ajoute qu'il considérerait préférable un délitement aux tentatives de sauvetage actuelles : l'Europe fiscale ou de la redistribution n'est qu'une impasse qui mène à l'économie administrée « comme l'avait tenté le communisme. Et nous savons que dans le tunnel communiste il n'y avait pas de lumière au bout et qu'il a fallu quitter ce tunnel ». L'euro est un échec financier, mais plus que cela, la crise révèle sa logique dangereuse qui menace l'Etat-nation et la démocratie. A l'occasion de la sortie de son nouveau livre sur « L'Europe sans illusions », le président tchèque a donné une interview en première page de *Lidové Noviny* : « Nous sommes gouvernés par Sarkozy et Merkel »².

Le président Klaus force le trait, mais donne aussi le ton aux médias tchèques qui ont tendance à reprendre ses thèmes avec des articles sur l'« euro-esclavage » (à propos du plan de sauvetage européen de la Grèce)³ ou sur les « membres de seconde catégorie »⁴. Autrement dit, on est satisfaits de ne pas en être, mais frustrés de ne pas participer aux décisions qui concernent son avenir, qui est aussi celui de l'Union européenne.

S'il donne, comme il est de coutume, le ton du débat européen à Prague, on note sur la scène politique deux courants principaux. D'une part l'ODS, le parti de la droite conservatrice du Premier ministre Petr Necas, adopte une posture souverainiste et préconise une dilution de l'intégration.

¹ Vaclav Klaus, « Euro dobrou myslenkou nikdy nebylo. Ztroskotani muselo přijít », *Parlamentní Listy*, 14 novembre 2011.

² Vaclav Klaus, « Vladne nam Sarkozy a Merkelova », *Lidové Noviny*, 26 novembre 2011. Le nouveau livre de Klaus s'intitule *Evropska integrace bez iluzi* [L'intégration européenne sans illusions], Knižní klub, Prague, 2011.

³ Petr Sourek, « Eurootroctví » [Euroesclavage], *Lidové Noviny*, 5 novembre 2011.

⁴ Julie Hrstková, « Clenove druhe kategorie », *Hospodarske Noviny*, 16 mars 2010.

Selon Jana Cernochova, députée ODS, « L'Association européenne de libre-échange est exactement l'association libre d'Etats qui nous convient »⁵. Le congrès de l'ODS a adopté à l'unanimité lors de son congrès en octobre l'idée d'un référendum sur une éventuelle adoption de l'euro. Rappelons que le référendum de juin 2003 sur l'adhésion à l'UE comportait en principe l'obligation de rejoindre la monnaie européenne. L'argument invoqué concerne les modifications en cours dans la gouvernance de la zone euro. Alexandr Vondra, ex-dissident devenu ministre de la Défense, a déclaré devant le congrès que les causes de la crise actuelle étaient le résultat de « l'hétérogénéité permanente des traditions nationales, des cultures, des économies en Europe sur lesquelles on a souvent greffé de la fausse solidarité ». Dans la tempête actuelle, il préconise la cohésion nationale :

« Les concepts de multiculturalisme ne sont bons à rien aujourd'hui. Au contraire le mot patrie ne doit pas devenir un gros mot, mais une valeur qu'il vaut la peine de défendre et pour laquelle il faut être prêt à souffrir »⁶.

L'autre position, plus européenne, est défendue par l'opposition social-démocrate, mais aussi, au sein de la coalition gouvernementale, par le parti TOP (Tradition, responsabilité, prospérité) du prince Karel Schwarzenberg. En tant que ministre des Affaires étrangères, celui-ci a déclaré qu'annoncer un référendum sur l'euro revenait à montrer son postérieur aux partenaires européens. Son collègue et ministre des Finances Miroslav Kalousek a développé l'argument de fond : une Europe à deux vitesses est en train de se mettre en place, ce qui dit-il est « contraire aux intérêts de la République tchèque » qui, à la différence de la Grande-Bretagne avec sa plaque tournante de la finance internationale, de la Suisse avec ses banques ou la Norvège avec son gaz, ne peut se permettre de rester à l'écart du principal processus d'intégration européenne. Cela ne signifierait que subir les décisions prises par les autres.

La question européenne divise ainsi les partis au gouvernement et il n'est pas exclu (si la crise devait se prolonger) que ce clivage permette d'envisager l'éclatement d'une coalition déjà minée par des affaires de corruption⁷ et le rapprochement entre « pro-européens » sociaux-démocrates et TOP.

La Slovaquie : leçon de comptabilité

La Slovaquie qui, il y a moins de vingt ans, avait participé avec la République tchèque à la dissolution de leur monnaie commune, a adhéré à l'Union monétaire européenne en 2008, à la veille du déclenchement de la crise de l'euro. C'était sous le gouvernement de Robert Fico et de son parti SMER (de gauche). La crise grecque a coïncidé avec les élections en Slovaquie au printemps 2010 et l'arrivée au pouvoir d'une coalition de la droite libérale conservatrice dont la plupart des leaders avaient promis pendant la campagne de ne pas renflouer des pays en faillite avec l'argent du contribuable slovaque. L'argument de Iveta Radocova, sociologue de formation devenue Premier ministre au début de l'été 2010, était le suivant : la Slovaquie est un pays plus pauvre que la Grèce. Le salaire moyen (780 euros) y est l'équivalent du salaire minimum en Grèce. La Slovaquie a depuis une décennie entrepris une série de réformes courageuses et impopulaires (marché du travail, retraites, santé) de

⁵ Jana Cernochova « Jsem hrda na korunu ceskou » [je suis fière de la couronne tchèque], *Respekt*, 31 octobre 2011.

⁶ Jan Machacek, « Z Vondry vlatenec, z Kalouska Evropan », *Respekt*, 25 octobre 2011.

⁷ La captation des ressources publiques par les partis au pouvoir s'est aggravée ces dernières années comme le montrent plusieurs études de l'université Charles à Prague et le déclassement de la République tchèque par Transparency International au rang de l'Arabie Saoudite et de l'Afrique du Sud. *The Economist* du 2 novembre 2011 parle de « rotting partyocracy » dans un article documenté et féroce intitulé simplement « State capture ».

maîtrise de la dépense publique pour remplir les critères d'adhésion à l'euro. Tout cela pour découvrir qu'elle devrait, selon l'accord du 21 juillet 2011, contribuer pour des sommes considérables à son échelle (près de 8 milliards d'euros, soit la moitié des recettes dans son budget) dans le cadre du sauvetage d'un pays grand bénéficiaire de fonds européens depuis trente ans, qui avait décidé d'ignorer ces critères et de truquer ses comptes publics.

Il n'a pas été aisé dans ces conditions pour les partis au gouvernement en Slovaquie de renier complètement ce qu'ils avaient répété pendant la campagne. Pris entre la pression européenne et une opinion très majoritairement hostile, le gouvernement de Mme Radicova a fini par se diviser entre, selon ses mots, les adeptes du « pas de fonds européen, pas de garanties, pas d'aide, laisser la crise se résorber d'elle-même » *versus* l'autre position : « nous avons des obligations, nous appartenons à la zone euro, nous avons une responsabilité, nous ne pouvons pas accepter les avantages sans partager les problèmes »⁸. La première position (« nous ne donnerons plus un centime ») était défendue par Richard Sulik, fondateur quelques mois avant les élections de 2010 du parti libéral conservateur Liberté et solidarité (SaS) – avec visiblement une préférence pour le premier des deux termes. Son parti a refusé d'approuver la contribution slovaque au Fonds de stabilité financière européen, provoquant la chute du gouvernement et l'annonce des élections anticipées (l'opposition SMER a alors voté la contribution slovaque au fonds européen). Le gouvernement slovaque a ainsi été l'une des nombreuses victimes de la crise de l'euro. Celle-ci a servi de révélateur : la Grèce avait été admise dans l'euro pour des raisons politiques (le soutien de la France) sans être prête sur le plan économique, financier et surtout institutionnel⁹. La Slovaquie au contraire a montré qu'elle s'était bien préparée sur le plan économique et financier, mais n'était pas prête politiquement.

Hongrie : leçon d'humilité

Lorsqu'il est arrivé au pouvoir au printemps 2010 après la victoire écrasante de son parti Fidesz (deux tiers des sièges au Parlement), Viktor Orbán a annoncé d'emblée son intention de débarrasser le pays de sa dépendance financière envers l'étranger, à savoir le Fonds monétaire international et l'Union européenne (« Le FMI ni les dirigeants financiers de l'UE ne sont nos chefs et nous ne sommes pas leurs subordonnés »). En effet, dès le début de la crise en 2008, le gouvernement précédent (socialiste) avait obtenu du FMI un prêt de 20 milliards de dollars et un soutien européen. Pour se désengager, le gouvernement Orbán a pris toute une série de mesures radicales en s'attaquant ouvertement aux intérêts des banquiers et des investisseurs étrangers. Il a refusé la dernière tranche du prêt du FMI et décidé de renationaliser les fonds de pension privés et de taxer les banques et certaines multinationales. Il a aussi promis de fixer le taux de change entre le forint et le franc suisse (1 franc suisse équivaut à 180 florints) pour le remboursement des prêts immobiliers des citoyens hongrois¹⁰. En 2008 le taux se situait à 140 florints pour 1 franc suisse, il est aujourd'hui à 263 pour 1. La différence entre le taux préconisé par Orbán et celui du marché devait être à la charge des banques concernées (principalement autrichiennes). Le gouvernement s'est également engagé à mener des investigations sur l'origine des prêts en devises étrangères. Cet interventionnisme brutal a suscité des protestations autrichiennes et allemandes et plus généralement la méfiance des milieux financiers.

⁸ Iveta Radicova, interview dans *MFDnes* (Prague), 22 octobre 2011.

⁹ Sur les raisons profondes de cet échec annoncé, voir Georges Prévélakis, « Grèce : les raisons historiques de la faillite », in *Esprit*, novembre 2011, pp. 18-29.

¹⁰ Spencer Jakab, « Risk of Swiss franc loans loom large over Hungary », *Financial Times*, 20 mai 2011. Les trois quarts des prêts immobiliers en Hongrie (mais aussi une bonne partie en Pologne) sont en devises étrangères, pour 95 % en francs suisses. Environ 120 000 ménages hongrois sont en cessation de remboursement de ces prêts.

Dans le même temps, alors que la Hongrie exerçait au premier semestre de 2011 la présidence de l'Union européenne, elle a été critiquée par la Commission pour sa loi liberticide sur les médias. Celle-ci a été amendée et finalement adoptée le 1^{er} juillet 2011, et pose surtout un problème pour les médias de service public. Si l'on ajoute à cela la mise au pas des instances politiquement « neutres » (la Banque centrale et la Cour constitutionnelle dont les anciens juges se disent inquiets de la nouvelle Constitution adoptée en avril 2011, qui vise à renforcer le pouvoir de l'exécutif) et le nationalisme de rigueur dans la culture subventionnée, on a le tableau d'un gouvernement qui dans la crise joue ouvertement la polarisation intérieure et la défiance envers les institutions financières extérieures¹¹.

Or celles-ci sont en train de savourer leur revanche. Celui qui refusait la dépendance envers la finance internationale se voit aujourd'hui contraint par la détérioration de la situation de faire un virage à 180 degrés et d'appeler le FMI à l'aide. Alors que la note attribuée au pays par l'agence Standard & Poors vient de passer en novembre 2011 à BBA-¹² et que la dette hongroise se vend avec un taux d'intérêt de 9,4 % (le plus élevé après celui de la Grèce), Orban a dû proposer au FMI un « nouveau type de coopération » et cherche à rassurer les investisseurs. Une leçon d'humilité pour celui qui préconisait une reconquête de la souveraineté hongroise.

Pologne : leçon d'européanité

La Pologne fait figure d'exception en Europe du Centre-Est tant par la bonne tenue de son économie que par son ambition de devenir, dans un contexte dominé par la crise de l'euro, un acteur européen d'importance. Première spécificité polonaise : la croissance forte maintenue pendant la crise (3,8 % en 2010 et autant prévus en 2011). Deuxième spécificité : la réélection du gouvernement de la Plateforme civique (PO) lors des élections d'octobre 2011, alors que partout ailleurs il s'agissait de « sortir les sortants » jugés responsables de la crise. Le gouvernement libéral de Donald Tusk, sans vraie opposition à gauche, a bien résisté à la campagne de la droite nationaliste et populiste du parti Droit et justice (PiS) de Kaczynski. Le pays s'est modernisé au cours des vingt dernières années, il figure parmi les pays « hautement développés » dans le *Human Development Index* de l'ONU, a gagné dix places entre 2007 et 2011 dans le *Global Competitiveness Index* de la Banque mondiale, et se positionne comme un acteur majeur sur la scène européenne en proie au doute.

La double exception polonaise explique en grande partie la position du pays face à la crise de l'euro. Les dirigeants polonais ont bien compris que dans l'intérêt d'un pays qui fait les trois quarts de son commerce avec l'Union européenne, et dont 40 % du PIB sont tirés par les exportations vers l'Allemagne, il était essentiel d'assurer la survie de l'euro et plus généralement du projet européen. Même si pendant la présidence polonaise de l'UE on a pu entendre des réserves sur la façon dont les grands pays de la zone euro prenaient des décisions en dehors des instances européennes, il n'y a eu dans les réactions des responsables polonais ni *Schadenfreude* (version Vaclav Klaus), ni attentisme (« qu'ils se débrouillent »), ni encore tentation de profiter de l'occasion pour faire avancer la déconstruction (version Cameron).

La meilleure illustration de la façon dont la Pologne pense la crise de l'euro et son rôle par rapport à ses enjeux est contenue dans l'allocution, à Berlin fin novembre 2011, du ministre des Affaires étrangères Radek Sikorski. C'est certainement le discours le plus important prononcé par un ministre des Affaires étrangères d'Europe du Centre-Est depuis vingt ans. Après avoir rappelé que l'élargissement de l'Union européenne n'y était pour rien (certes !), le ministre polonais s'est concentré sur l'essentiel :

¹¹ Voir « Orban warfare », *Financial Times*, 5 août 2011.

¹² Joelle Stolz, « La Hongrie se résout à appeler le FMI à l'aide », *Le Monde*, 19 novembre 2011. L'agence Moody's qualifie les obligations d'Etat hongrois de « déchets » (*junk bonds*).

« Nous avons une Europe avec une monnaie dominante, mais pas de ministère des Finance pour la gérer. Nous avons des frontières communes, mais pas de politique de migration commune. On est censés avoir une politique étrangère commune, mais elle est divorcée des instruments réels de la puissance et souvent affaiblie par les actions d'Etats membres agissant pour leur propre compte. »¹³

L'éclatement de l'euro déclencherait « une crise de proportion apocalyptique » qui entraînerait le marché unique et les fondements même de l'Union. Si l'on refuse un démantèlement partiel de l'Union, c'est le choix fédéral qui s'impose à nous : « l'intégration plus profonde ou l'effondrement ». La Banque centrale européenne doit devenir un prêteur de dernier ressort, il faut plus de pouvoir à la Commission et moins de commissaires. Et de rappeler aux Anglais (ancien modèle européen des gouvernements polonais des années 1990) que leur dette cumulée (Etat, entreprises, particuliers) dépasse les 400 % du PNB et qu'ils n'ont ni leçons à donner ni raisons valables d'empêcher la poursuite de l'intégration : « *if you can't join us, please allow us to forge ahead* ». Le ministre polonais s'est finalement adressé à l'Allemagne qu'il appelle « le plus grand bénéficiaire des arrangements actuels » et qui a donc la plus grande obligation de les rendre viables. Et de conclure : « La plus grande menace pour la sécurité et la prospérité de la Pologne serait l'effondrement de la zone euro ». Et encore ceci, extraordinaire de la part d'un homme politique polonais :

« Je crains moins la puissance de l'Allemagne que je ne commence à craindre l'inaction allemande. Vous êtes devenus la nation indispensable de l'Europe. Vous ne pouvez pas éviter le leadership. Pas pour la dominer, mais la réformer. »

*
* *

La crise économique et financière depuis 2008 a montré qu'il n'y avait pas de réponse commune des pays d'Europe centrale. Celle que traverse l'euro aujourd'hui avec ses enjeux politiques explicites pour l'avenir de la construction européenne révèle des perceptions contrastées qui renvoient à différentes façons de penser l'Etat-nation et le projet européen. L'issue de la crise européenne devient non seulement un clivage de politique intérieure, mais aussi de divergences parmi les nouveaux membres de l'Union entre un pôle « souverainiste » et un pôle « européiste ». La Slovaquie, avec un gouvernement libéral, est dans l'euro, semble le regretter, mais se voit contrainte de suivre le mouvement. La Hongrie de Viktor Orban affiche sa volonté de « reconquête de souveraineté » pour en découvrir rapidement les limites : elle n'est pas dans l'euro, mais s'est endettée dans cette monnaie et subit la dure loi des marchés financiers. Le contraste le plus saisissant est celui entre la République tchèque et la Pologne : la première est visiblement soulagée de ne pas être dans l'euro au risque de manquer le train de la nouvelle grande avancée de l'intégration européenne pour se retrouver dans le second cercle de l'Union. La Pologne au contraire, bien qu'attachée plus que tout autre Etat de l'Union à sa souveraineté et n'étant pas membre de l'euro, se comporte comme si elle en était et préconise même le « grand bond en avant » dans le fédéralisme. Car elle a compris que l'intérêt de l'Europe centrale était de tout faire pour sauver le projet européen, ce qui implique de se comporter non comme un Etat périphérique et spectateur de la crise, mais comme un acteur appartenant au noyau dur de la construction européenne.

¹³ Radek Sikorski, « Poland and the future of the European Union », Berlin, 28 novembre 2011.

Première partie

Les pays d'Europe centrale

Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Slovénie *par Jean-Pierre Pagé*

La croissance a repris en Europe centrale après la chute observée en 2009, mais elle tend à s'essouffler. Au milieu de l'année 2011, les cinq pays sous revue n'étaient pas en crise, contrairement aux pays du sud de la zone euro. Ils connaissaient tous une croissance, la plus faible étant celle de la Slovénie (mais elle n'était pas atypique par rapport au *trend* de ce pays depuis vingt ans). L'approfondissement de la crise de la zone euro oblige à présent à nuancer ce diagnostic, même si leur situation recèle des éléments positifs qu'il convient de rappeler.

Leur dette publique a nettement augmenté par rapport à ce qu'elle était avant la crise, mais reste modérée comparée à celle enregistrée en Europe méridionale, et même à des pays comme l'Allemagne et la France. Le pays dont la dette est la plus élevée est toujours la Hongrie avec 76 % du PIB, alors qu'en République tchèque, en Slovaquie et en Slovénie, elle plafonne entre 40 et 45 % du PIB. Paradoxalement, celle de la Pologne, qui est à la limite (55 % du PIB) fixée par sa Constitution avant la prise de mesures d'urgence – la « règle d'or » – ne paraît pas avoir diminué jusqu'ici l'intérêt des investisseurs pour ce pays qui, rappelons-le, a été le seul dans l'Union européenne à enregistrer une croissance en 2009 et figure toujours en tête pour ses performances macroéconomiques.

Rappelons que ces pays (la Hongrie mise à part) avaient des déficits des finances publiques très faibles avant la crise (compris entre 0 et 2 % du PIB en 2007). Cette dernière a bien évidemment conduit, compte tenu de ses effets sur les recettes budgétaires et des plans de relance mis en place, à creuser ces déficits, qui atteignaient entre 6 et 8 % du PIB en 2009 sauf en Hongrie, où les efforts du précédent gouvernement l'avaient limité à 4,5 %. L'année 2010 a vu l'amorce de leur décrue, sauf en Slovaquie et en Pologne où il est resté aux abords de 8 %. Cette décrue devrait s'être accentuée en 2011.

L'Europe centrale des cinq, dont tous les pays sont désormais dans l'Union européenne (UE) et dont deux d'entre eux ont rejoint la zone euro, ne pouvait donc être considérée comme une région de l'Europe en crise. Ils avaient tous retrouvé une croissance, et leurs finances publiques paraissaient sous contrôle, résultat de la politique économique qui leur avait été imposée lors de leur transition comme condition de leur intégration dans l'UE. Ils pouvaient donc manifester une certaine fierté qui les a parfois conduits (en Slovaquie par exemple) à renâcler devant l'effort de solidarité à mettre en œuvre à l'égard des pays de l'Union les plus faibles, et à vouloir trop vite se faire assimiler à une Europe du « Nord » plus vertueuse que l'Europe du « Sud ». Ils auraient tort, ce faisant, de sous-estimer le risque que fait peser pour la plupart d'entre eux la forte dépendance de leur santé économique vis-à-vis de la demande extérieure et donc de la conjoncture de leurs voisins de l'UE. S'ils sont tous menacés par les conséquences de la crise qui ébranle la zone euro, ils ne sont pas tous vulnérables de la même manière. Leur fragilité est fonction de leur dépendance plus ou moins forte vis-à-vis de cette demande extérieure, de la politique budgétaire qu'ils mènent et, plus fondamentalement, des caractéristiques intrinsèques de leurs économies.

Une reprise de la croissance, fortement dépendante de la demande extérieure, mais qui n'a pas généré dans l'ensemble de déséquilibres financiers marquants

Dans quatre des cinq pays étudiés, c'est la demande extérieure qui a tiré la croissance. En 2010, elle a été responsable de la reprise, et joue toujours ce rôle en 2011. Ce qui montre bien la dépendance de ces pays vis-à-vis de la conjoncture de leurs partenaires commerciaux, principalement dans l'Union. En cas de retour à la récession dans la partie occidentale de l'UE, ils seraient immédiatement et directement touchés.

A cet égard, la Pologne fait exception. Elle a certes bénéficié en 2010 de la forte reprise de ses exportations, après leur chute de 2009. Mais en 2011, la croissance des importations devrait avoir été supérieure (de deux points) à celle des exportations, et la contribution globale du commerce extérieur à la croissance, nulle, voire négative.

Dans les quatre autres pays, la demande domestique est restée très faible en 2010 : la consommation des ménages a diminué en Hongrie, Slovaquie et Slovénie, et la formation brute de capital fixe (FBCF) n'a connu la croissance qu'en Slovaquie. En 2011, on constate une quasi-stagnation de la consommation des ménages en Hongrie, République tchèque, Slovaquie et Slovénie, et une tenue très médiocre de la FBCF, avec la poursuite de la décroissance en Hongrie et en Slovénie. En Pologne en revanche, la demande domestique est restée dynamique grâce à une croissance de la consommation des ménages de 3,3 % en 2010, après 2 % en 2009, la FBCF connaissant une évolution moins satisfaisante (-11,1 % en 2009, -1,9 % en 2010). En 2011, les deux indicateurs sont franchement au vert, avec une progression de l'ordre de 3,5 % pour la consommation des ménages et de 4 % pour la FBCF. La Pologne se démarque donc des quatre autres pays par le maintien d'une croissance significative (même en 2009 compte tenu de la conjoncture générale) qui demeurerait aux environs de 4 % en 2011.

Dans l'ensemble, ce retour à la croissance, s'il n'a pas permis de résorber la remontée du chômage, ne s'accompagne pas de profonds déséquilibres financiers. L'inflation reste faible et contenue en dessous de la limite de 3 % en République tchèque et en Slovénie ; en Pologne et en Slovaquie, elle ne dépasse pas 4 %, et elle est revenue aux environs de ce niveau en Hongrie. En revanche, il se révèle insuffisant pour contenir un chômage dont le taux, compte tenu de la chute de l'activité en 2008-2009, dépasse 10 % en Hongrie et en Slovaquie (où il a franchi le seuil de 14 % en 2010), et se situe entre 7 et 8 % en République tchèque et en Slovénie. Trois pays ont une balance commerciale positive, décroissante en République tchèque et Slovaquie, croissante en Hongrie. Deux autres, la Slovénie et surtout la Pologne dont le développement est le plus introverti, ont une balance négative. La balance des paiements courants, pour sa part, est négative, entre 3 et 4 % du PIB en Pologne, République tchèque et Slovaquie, très en dessous de ce niveau en Slovénie, et elle est devenue positive en Hongrie. Cela paraît bien nécessaire pour permettre à ce pays de contrôler une dette extérieure qui a véritablement explosé, approchant 140 % du PIB en 2010. Cette dette extérieure, qui est aussi très élevée en Slovénie (près de 114 % du PIB en 2010), redescend à 75 % en Slovaquie, 66 % en Pologne, et c'est en République tchèque qu'elle est la plus faible avec environ 50 % du PIB. Si le niveau du déficit des finances publiques a dérapé, comme on va le voir, par rapport à ce qu'il était avant que soient entreprises les actions de relance en 2009, celui de la dette publique reste très modéré par rapport à ce que l'on observe dans le reste de l'Union européenne : il est compris entre 40 et 45 % du PIB dans trois pays, la République tchèque, la Slovaquie et la Slovénie, et limité au voisinage de 55 % en Pologne. Son évolution n'est préoccupante qu'en Hongrie : la dette est montée de 66 à 80 % du PIB entre 2007 et 2010, avant de redescendre aux environs de 76 % en 2011, essentiellement sous l'effet du rapatriement des actifs du deuxième pilier vers le premier pilier du système des retraites.

Une évolution macroéconomique fortement corrélée avec la politique budgétaire

Ces évolutions sont fonction des politiques budgétaires menées. C'est flagrant dans les trois pays (Hongrie, République tchèque, Slovénie) où la croissance demeure faible en 2011, de l'ordre de 1,5 à 2 %, soit environ la moitié de ce qu'elle est en Pologne.

Le parcours de la Hongrie reflète bien les changements dans la politique budgétaire de ses gouvernements successifs. Le pays fait l'objet depuis plusieurs années d'injonctions de la Commission européenne pour remettre de l'ordre dans ses finances publiques. Ce qui a d'ailleurs conduit Gordon Bajna, dernier Premier ministre de la précédente législature, à mettre en place une très sévère politique d'austérité. Le nouveau gouvernement, issu d'une majorité de centre-droit amenée par les

élections législatives d'avril 2010, a commencé par prendre ses distances vis-à-vis de cette politique qui pesait lourdement sur les ménages, et de son instigateur, le FMI, en renonçant à la dernière tranche du crédit alloué par cet organisme. Il a instauré une série de « taxes sectorielles » temporaires touchant les banques, les télécommunications, l'énergie et la grande distribution sous contrôle étranger. Parallèlement, pour relancer la consommation et soutenir la compétitivité, il a engagé une réforme en profondeur de la fiscalité, instaurant la *flat tax* et réduisant à 10 % l'impôt sur les PME. Enfin, en vue de pourvoir au désendettement de la Hongrie, il a entrepris de rapatrier dans le giron de l'Etat les capitaux des fonds de pension du deuxième pilier du système des retraites en les transférant dans le premier.

Les résultats n'ont pas été à la mesure des espérances. Les diminutions d'impôts ont commencé par creuser un trou énorme dans les recettes publiques, la *flat tax* ne s'autofinçant pas. De surcroît, il est clairement apparu que celle-ci, conçue sans aucun effet de redistribution, favorisait les plus riches et non les plus pauvres, d'autant que l'on a supprimé les crédits d'impôts pour les plus défavorisés. En conséquence, la consommation n'a pas été relancée, non plus que les investissements dans un climat de bouleversement qui inspire la méfiance, et avec des sorties de capitaux émanant de sociétés étrangères qui renâclent à payer les taxes sectorielles.

En mars de cette année, le gouvernement a amorcé un nouveau virage, avec des mesures :

- visant à faire des économies budgétaires destinées à produire leurs effets en 2012-2013, grâce notamment à l'instauration de péages sur les autoroutes et à un aménagement des régimes spéciaux des retraites ;
- tendant à renforcer l'offre par des incitations fiscales et une réorientation des allocations chômage, de manière à faciliter le réemploi des chômeurs ;
- portant la TVA de 25 à 27 %, et instaurant des taxes sur les alcools et le tabac.

Dans le même temps, il a engagé une réflexion sur la *flat tax*, envisageant sa suppression, et a entrepris d'améliorer la situation des plus pauvres grâce à une hausse du SMIC et au vote d'une loi pénalisant les entreprises qui n'appliquent pas les hausses de salaires : elles sont privées de subventions et de l'accès aux marchés publics. Au total, après ces chassés-croisés, la croissance n'est pas au rendez-vous. Elle devrait être réduite à 1,5 % en 2011, contre 2,5 % prévus au milieu de l'année, et selon les analyses des experts de la Commission européenne, pourrait ne pas dépasser 0,5 % en 2012. Les finances publiques devraient faire apparaître un excédent de l'ordre de 3,6 % pour cette année, mais uniquement grâce au transfert de fonds du deuxième au premier pilier du système des retraites. Et la confiance dans l'aptitude de la Hongrie à maîtriser la situation s'est nettement détériorée, ce qui a conduit les agences de notation (Fitch le 11 novembre, et Standard and Poors le lendemain) à placer ce pays sous surveillance négative, tandis que les taux d'intérêt sur les titres souverains augmentaient sensiblement. En conséquence, le gouvernement a décidé de renouer les relations avec le FMI, et en a sollicité une aide.

La Slovaquie de son côté, après avoir participé aux actions de relance en 2009, ce qui a fait passer son déficit des finances publiques de 1,8 % du PIB à 6 % en 2009, a vu ce déficit se maintenir un peu en dessous en 2010 et se stabiliser autour de 5,8 % du PIB en 2011, chiffres élevés selon les standards d'une économie qui n'avait pas connu de tels dérapages dans le passé. Le maintien de ce niveau est plus particulièrement dû à deux causes principales : la nécessité de recapitaliser les deux plus grandes banques (voir *infra*) et un transfert de capital à l'entreprise gestionnaire des chemins de fer. Sans ces opérations, la situation des finances publiques serait nettement meilleures et les experts de la Commission européenne ont calculé que la balance structurelle s'était améliorée d'un point de PIB. En outre, le système des retraites coûte très cher au budget de l'Etat et l'a conduit à mettre une réforme en chantier, qui se heurte à une sérieuse opposition. La Slovaquie a donc dû se résoudre à mettre en place, elle aussi, une politique d'austérité, notamment par l'intermédiaire d'un ensemble de mesures (limitation de l'indexation des salaires, suppression de bonus, réduction des embauches...) visant à contenir l'expansion de la masse salariale dans le secteur public et empêchant la reprise de l'investissement public. Cela n'a pu que freiner la progression de l'activité économique.

La République tchèque ne subit pas les contraintes qui pèsent sur la Hongrie et la Slovaquie, et c'est pour des raisons essentiellement idéologiques qu'elle a durci, lors de l'arrivée de son nouveau gouvernement, une politique d'austérité dont on peut penser qu'elle va au-delà de ce qui est totalement justifié. En effet, le pays a démontré, tout au long de la période de transition, son aptitude à bien gérer ses finances publiques, comme en témoigne encore le niveau de sa dette publique qui devrait rester aux environs de 40 % du PIB en 2011. Elle a réussi à le faire sans avoir à toucher profondément son système de protection sociale et en est sortie dans une situation saine. On peut se demander si ce n'est pas un peu par émulation par rapport à ce qu'a réalisé sa sœur slovaque que la République tchèque, avec l'avènement d'une majorité (pourtant très étroite et fragile) de centre-droit, s'est lancée dans une politique de rigueur qui devrait avoir permis de ramener le déficit des finances publiques de 4,8 % du PIB en 2010 aux environs de 4,5 % en 2011. Les mesures prises, qui combinent une taxation plus élevée, des coupes dans les transferts sociaux, les salaires et autres dépenses publiques, avec l'objectif d'un retour à l'équilibre en 2016, ont eu un effet négatif indubitable sur le revenu disponible des ménages, et expliquent que la consommation de ces derniers, qui n'avait augmenté que de 0,4 % en 2010, stagne en 2011.

Cette politique, comme ses effets, contrastent fortement avec celle qui est menée en Pologne où le gouvernement, pourtant confronté au gonflement du déficit de ses finances publiques (passé de 3,7 % du PIB en 2008 à près de 8 % en 2010) et aux prises avec une dette frôlant la limite constitutionnelle, s'est bien gardé, malgré les recommandations et les hauts cris de certains de ses experts, de mener une politique trop brutale de rééquilibrage. En 2011, c'est en souplesse que le déficit des finances publiques devrait avoir été ramené en dessous de 6 % du PIB grâce, d'abord, à l'effet du maintien de la croissance sur les recettes, mais aussi à une politique de consolidation qui mêle un ensemble de mesures concernant à la fois les recettes et les dépenses. La Pologne a ainsi pu éviter de matraquer la consommation des ménages et de casser la croissance à un moment où la demande extérieure faiblit et où la confiance des agents économiques commence à se dégrader. On remarquera que « les marchés » ne lui en ont pas jusqu'ici tenu rigueur, malgré des chiffres qui, ailleurs, auraient pu faire crier au désastre, et qu'ils lui maintiennent leur confiance.

La Slovaquie est un cas à part. Sa très forte dépendance de l'industrie automobile constitue à la fois sa force, en cas de reprise de la demande extérieure de ce type de biens, et sa faiblesse dans le cas contraire. Cela explique la courbe en accordéon que connaît son activité économique : après une forte chute de près de 5 % de son PIB en 2009, elle a connu, avec la reprise des exportations d'automobiles, un fort rebond en 2010 (4 %), qui se poursuit mais à un rythme ralenti en 2011. Il est clair qu'une forte récession chez ses clients, en particulier en Allemagne, l'exposerait à une nouvelle chute. Le changement de sa majorité explique les à-coups de sa politique des finances publiques. En 2009, les mesures anticycliques prises par le gouvernement, combinées avec les effets de la récession sur les recettes du budget, avaient creusé très fortement le déficit public, le faisant passer d'un peu plus de 2 % du PIB en 2008 à 8 % en 2009. Jusqu'aux élections de juin 2010, le gouvernement de Robert Fico n'a pas vraiment cherché à combattre cette détérioration. D'autres facteurs ont contribué à maintenir ce déficit à un niveau élevé, en particulier la situation du régime des retraites et l'augmentation des allocations de chômage qu'exigeait la situation de l'emploi. De son côté, la structure de la reprise de la croissance, axée sur les exportations, n'était pas favorable à l'augmentation des recettes budgétaires assises sur une demande intérieure demeurant quelque peu déprimée en raison de la baisse prolongée de l'emploi. En conséquence, le déficit public est resté en 2010 à son niveau élevé de 2009 (près de 8 % du PIB). Le nouveau gouvernement de centre-droit issu des élections a inversé la politique en mettant en place un programme d'austérité fondé sur des coupes dans les salaires publics, une diminution de la consommation publique et une élévation des taxes indirectes. Ce programme, qui avait pour objectif de ramener le déficit en dessous de 5 % du PIB, mais qui devrait l'avoir laissé à un niveau de l'ordre de 5,4 %, a empêché un rebond de la consommation des ménages, attendue en quasi-stagnation en 2011. Des décisions importantes ont été prises dans le domaine de la construction

des autoroutes pour diminuer le coût de leur financement en réduisant le recours à des partenariats public-privé jugés trop chers. L'assainissement des finances publiques est concentré sur l'année 2011, au cours de laquelle l'impact des mesures liées à la réduction du déficit est estimé à 2,5 % du PIB. Pour y parvenir, plusieurs dispositions visant la lutte contre la corruption et le renforcement des contrôles publics sont entrées en vigueur : nouvelles règles concernant les appels d'offre, suppression de certains contrats existant peu transparents au niveau des ministères, prise en compte des propositions des institutions non gouvernementales quant à la location de l'immobilier par exemple.

Un système bancaire solide avec de forts contrecoups en Hongrie et en Slovaquie

Le rebond de l'activité économique en Europe centrale a été facilité par la bonne tenue d'ensemble du système bancaire, toutefois sérieusement mis à l'épreuve en Hongrie et qui nécessite des recapitalisations en Slovaquie.

Rappelons que ces pays avaient évité la crise de liquidités qui a sévi en Occident grâce à la bonne qualité des filiales des banques étrangères qui dominent dans la région, et au maintien par celles-ci de leur approvisionnement en liquidités.

La qualité des secteurs bancaires slovaque et tchèque ne s'est pas démentie depuis lors. Le secteur bancaire slovaque se porte bien. Depuis le début de la crise, il n'a pas été touché par de grosses turbulences et n'a pas enregistré de pertes importantes, grâce à l'assainissement réalisé plusieurs années avant la crise et au comportement prudent des banques commerciales en matière de crédit. Cependant, certains éléments de fragilité subsistent. Il en est ainsi des incidences du fort taux de chômage dans le pays et de l'incapacité qui en résulte pour certains ménages de rembourser leurs crédits, ainsi que des risques importants qui persistent sur le marché de l'immobilier commercial. En revanche, l'évolution de l'endettement des entreprises, qui est relativement stable, ne révèle pas de signes inquiétants. Deux tendances s'y manifestent : une diminution du financement des firmes par les institutions financières slovaques (au profit des institutions étrangères) et une baisse de l'apport du crédit-bail à ce financement.

Rappelons que le secteur bancaire tchèque a été peu touché par la crise et reste caractérisé par une couverture très élevée des crédits par les dépôts. Cette bonne tenue tient à la qualité de la gestion des banques tchèques, qui ont préféré proposer des opérations de prêt classiques à leurs clients, qu'il s'agisse des entreprises ou des ménages, plutôt que d'investir dans des produits toxiques, même si leurs maisons mères l'avaient fait. Par ailleurs, le très faible endettement des entreprises et des ménages en devises étrangères, auquel le niveau bas de l'inflation et des écarts de taux d'intérêt ont incité ces agents, rend le secteur bancaire très peu vulnérable de ce point de vue, et sa position externe nette reste positive. Mais si les banques n'ont pas encore pleinement ressenti les conséquences financières du ralentissement de l'activité, elles ont néanmoins resserré les conditions de l'octroi du crédit.

La situation du secteur bancaire en Pologne est prospère avec des profits nets en forte augmentation en 2010 et 2011 et une liquidité excellente caractérisée par un *capital-adequacy ratio* élevé, de 13,75 % à la fin de mars 2011. Deux éléments confortent cette situation :

- la part des crédits libellés en monnaie étrangère est stable et de l'ordre de seulement 33 % ;
- le « ratio » entre les crédits et le revenu disponible des ménages et des entreprises est particulièrement bas (environ 30 % contre 100 % en moyenne dans la zone euro).

Plusieurs autres signaux témoignent de cette bonne santé :

- la très forte confiance de 75 % des Polonais en leur secteur bancaire, liée à son comportement au plus fort de la crise ;
- le niveau élevé des fonds propres de ce secteur, l'un des plus riches d'Europe selon les *stress tests* ;

– les places de trois banques – Pekao, BZ WBK et BRE – aux 4^e, 5^e et 6^e rangs parmi les banques les plus sûres de l'Europe centrale et orientale.

En revanche, le secteur bancaire de la Hongrie, qui a pu traverser la crise de 2008-2009 sans trop de dommages en raison de ses fonds propres, est actuellement mis à l'épreuve par une série d'événements. Il s'agit en premier lieu de la taxe sectorielle sur ses opérations, mise en place par le gouvernement lors de son arrivée au pouvoir et qui doit subsister jusqu'en 2013, année où elle sera diminuée de moitié. En second lieu, des répercussions des mesures prises pour alléger le fardeau que fait peser sur les ménages la dépréciation du forint par rapport aux devises fortes – et, spécialement, du franc suisse – sur la part élevée de leur endettement dans ces devises. Dans un premier temps, le « contrat » négocié avec le gouvernement a offert la possibilité aux ménages, asphyxiés par le poids de leur dette, de convertir celle-ci en forints à un taux de change inférieur à celui du marché, le différentiel, accumulé sur un compte spécial, ne commençant à être remboursé que trois ou quatre ans plus tard. Mais le gouvernement est revenu sur ce dispositif en imposant que le remboursement de l'endettement des ménages en devises étrangères se fasse en une fois à un taux inférieur de 25 % au taux du marché. La différence, qui devrait représenter 1 % du PIB, sera couverte par les banques dont on peut se demander comment elles et leurs maisons mères étrangères vont encaisser le choc.

En ce qui concerne la Slovénie, le problème est tout autre. Les deux principales banques, la NLB et la NKM, qui représentent à elles deux 40 % des actifs bancaires slovènes, n'ont pas terminé leur privatisation. Avec l'ensemble du secteur bancaire, elles ont souffert de la détérioration de la situation des entreprises du secteur de la construction et des travaux publics qui, avec la dégradation de la conjoncture, ont vu leur endettement augmenter considérablement. En conséquence, le montant des prêts non-performants a crû pour atteindre 8,2 % du total au quatrième trimestre de 2010, tandis que le *capital-adequacy ratio* se détériorait et que le montant des pertes enregistrées par l'ensemble du secteur en 2010 s'élevait à 50 millions d'euros. La Slovénie se trouve donc devant une exigence de recapitalisation de ses banques qui incombe plus particulièrement à l'Etat. Dans ces conditions, celui-ci envisage de rester propriétaire non seulement de la NLB, mais aussi de la NKMB dont la privatisation devait s'accélérer, ainsi que de la plus grande compagnie d'assurances, Zavarovalnica Triglav.

Si la résistance à la crise qui secoue la zone euro s'explique en Europe centrale, pour une large part, par la forte résilience des banques, le revers en est la très forte dépendance de ces banques vis-à-vis de leurs maisons mères d'Europe occidentale, qui constitue un incontestable élément de vulnérabilité dans le cas d'une détérioration majeure de leur situation (ce dont on ne peut pas éliminer la possibilité).

Une région non sinistrée, mais des pays très dépendants du sort de la zone euro

L'évolution de la situation économique des pays de l'Europe centrale est fortement liée à celle de la zone euro, même pour les Etats qui n'en sont pas membres. L'étroitesse du lien diffère en fonction des caractéristiques des économies considérées et, bien entendu, de leur appartenance ou non à la zone. On s'appuiera sur le classement opéré par la BERD, qui utilise différentes statistiques en fonction de l'exposition des pays à la zone euro sur la base de trois indicateurs : les exportations, la dette extérieure et les investissements directs de l'étranger.

A l'une des extrémités se trouvent deux pays, la Slovaquie et la Hongrie, avec les indices les plus élevés (compris entre 110 et 120). Le cas de la Slovaquie est exemplaire. Il s'agit d'une économie quasiment monospécialisée puisque son activité économique est très fortement tributaire, à la fois pour son commerce et par les liens entre les entreprises, de celle de la zone euro (à laquelle, au demeurant, elle appartient), et plus particulièrement de celle de l'Allemagne. On l'a bien vu en 2010 quand son PIB, après avoir chuté de près de 5 % en 2009, a connu l'un des rebonds les plus sensibles, avec une croissance de 4 % tirée par la reprise des exportations d'automobiles. La Slovaquie apparaît

aujourd'hui comme un pays discipliné qui fait de vigoureux efforts pour mettre de l'ordre dans ses finances publiques, appartient au groupe des pays de la zone euro réalisant la croissance la plus élevée, mais dont la structure de l'industrie, orientée très fortement vers l'automobile, constitue le talon d'Achille. Le ralentissement de la production se fait sentir depuis déjà quelques mois, et l'on anticipe une diminution de la croissance, de 3 % environ en 2011 encore, à 1 % en 2012. Dans un pays où le taux de chômage demeure très élevé (13 %), c'est une indication sensible.

Le cas de la Hongrie est plus complexe. Elle est elle aussi très tributaire de l'évolution de la zone euro avec une forte exposition des exportations, une dette extérieure brute qui a atteint en 2009 le chiffre très élevé de 146,5 % du PIB et une grande dépendance vis-à-vis des entreprises de la zone et de leurs investissements. En 2011, son activité économique a été tirée uniquement par la demande extérieure avec une consommation des ménages et une formation brute de capital fixe stagnantes. Avec une politique économique qui cherche sa boussole, elle fait du surplace et sa situation, on l'a vu, commence à être l'objet des attentions des agences de notation et à inquiéter les marchés. Si la Hongrie a une économie plus vaste et plus diversifiée que la Slovaquie, et bénéficie toujours de l'arme du taux de change, elle reste particulièrement vulnérable à cause de l'ampleur de sa dette publique (la plus élevée des pays d'Europe centrale et orientale avec 76 % du PIB) et de sa dette extérieure.

A l'autre extrémité se trouve la Pologne, beaucoup moins dépendante, on l'a vu, de la zone euro avec un indicateur de la BERD qui se situe à la moitié (un peu moins de 60) de celui des deux pays précédents. Avec une économie principalement tirée par la demande domestique, la Pologne peut se permettre d'avoir une contribution négative du commerce extérieur à sa croissance, et celle-ci se maintient dans les prévisions des experts à un niveau proche de 4 % en 2011, avec néanmoins la perspective d'un ralentissement aux environs de 3 % en 2012. Jusqu'ici, elle est parvenue à maintenir sa dette publique sous les limites constitutionnelles, et sa dette extérieure est l'une des plus faibles de la région.

Pour caractériser la situation de la Pologne, on ne peut mieux faire que citer les propos du chef de la mission du FMI pour la Pologne en 2010 :

« Premièrement, la Pologne est une économie assez grande avec un marché intérieur de taille, ce qui la rend moins tributaire des exportations. Pendant la crise, elle a donc été moins exposée aux répercussions commerciales négatives que les autres pays d'Europe centrale et orientale, par exemple la Hongrie et la République tchèque. Deuxièmement, la Pologne dispose d'un système bancaire bien capitalisé et rentable, ce qui a contribué aussi à atténuer le risque de contagion par le biais du secteur financier. Troisièmement, les autorités disposaient d'une marge de manœuvre considérable pour mener une politique monétaire et budgétaire anticyclique, parce que la Pologne n'affichait aucun déséquilibre macroéconomique sérieux avant la crise. Quatrièmement, il est clair que le taux de change flexible a été utile. Globalement, le fait que la Pologne ait obtenu d'aussi bons résultats témoigne non seulement de la solidité de ses paramètres fondamentaux, mais aussi de la qualité de la gestion gouvernementale et de la politique économique. »

Fort de ces appréciations positives, le Premier ministre Donald Tusk peut voir venir. Pour conforter la situation de la Pologne et de ses finances publiques, il a annoncé un certain nombre de réformes, concernant, notamment, l'imposition des agriculteurs et le report de l'âge de la retraite à 67 ans pour tous les Polonais (contre 65 ans pour les hommes aujourd'hui et 60 ans pour les femmes).

Entre les deux se situe la Slovaquie, avec un indice d'exposition à la zone euro (dont elle fait pourtant partie) d'environ seulement 75. Ce pays, après avoir fait figure d'élève modèle de la transition pour la régularité de son développement, l'absence de crise et la bonne gestion de son économie – ce qui lui a permis d'intégrer la zone euro dès 2007 – tout en préservant son modèle social hérité du système autogestionnaire de l'ex-Yougoslavie, connaît quelques difficultés. La croissance est tirée par la demande extérieure avec un indice d'exposition à la zone euro sur ce poste identique à celui de la

Hongrie et de la Slovaquie. Ce qui a soutenu la production industrielle dont la progression attendue pour 2011 est de 8 %. En revanche, le net recul du secteur du bâtiment et des travaux publics sous le double effet du marasme de la construction de logements et du retrait progressif des programmes d'investissements publics (en particulier les autoroutes) pèse lourdement sur l'économie. Même si le niveau de la dette publique, avec environ 43 % du PIB, reste modéré par rapport à ce qu'il est dans la plupart des pays de la zone euro, le gouvernement doit faire face, on l'a vu, au besoin de recapitalisation des banques, ainsi qu'au dérapage du système des retraites.

Sans être dans la situation des autres pays du sud de la zone euro auxquels certains peuvent être tentés de la comparer un peu vite, car ses comptes sont beaucoup moins déséquilibrés, la Slovénie est dans une position délicate. Elle est amenée à faire des réformes structurelles impopulaires, comme celle d'un système des retraites devenu structurellement déficitaire. Le projet de réforme, qui comporte notamment une augmentation progressive de l'âge de départ à la retraite pour les hommes, et une extension de la période de calcul de la pension de base, a mis à mal la majorité au pouvoir, entraînant la dissolution du Parlement le 21 octobre et de nouvelles élections. Avec une consommation des ménages qui peine à rebondir et une formation brute de capital fixe en nette diminution, sa croissance se traîne aux environs de 1 % avec la perspective d'un recul à 0,5 % en 2012, et n'est soutenue que par une demande extérieure émanant de la zone euro dont on connaît la vulnérabilité. La Slovénie voit donc sa situation se fragiliser. Cela n'a pas échappé aux agences de notation qui ont dégradé sa note en septembre, la faisant passer de AA à AA-. En conséquence, le pays est obligé de financer sa dette à un taux d'intérêt qui a atteint 7 % en novembre au lieu de 4,5 % en juin. La reprise d'une activité économique plus soutenue dépendra beaucoup de la manière dont la crise du secteur de la construction et des travaux publics, actuellement sinistré, pourra être surmontée.

La République tchèque est dans une position intermédiaire, avec une économie de petite taille qui ne dispose pas d'un grand marché comme celle de la Pologne. Pourtant, elle n'est pas monospécialisée comme la Slovaquie et dispose d'une base industrielle beaucoup plus diversifiée. Même si elle n'a pas rejoint la zone euro, son intégration dans l'Union européenne a créé des liens forts avec les économies des autres membres et noué des chaînes logistiques commerciales, en particulier en ce qui concerne l'exportation de biens de consommation durable et de biens d'équipement, pour lesquels elle a une solide réputation. On a pu constater l'importance de ces liens quand l'effondrement des échanges avec l'extérieur en 2009 a entraîné un net recul du PIB que n'a pu compenser la demande intérieure des ménages, touchée par l'aggravation du chômage, et ce malgré les actions de relance menées par le gouvernement de l'époque. Contrairement à la Pologne et à la Slovaquie (très vulnérable on l'a vu car tirée principalement par un seul secteur), la République tchèque ne s'est pas franchement rapprochée des taux de croissance qu'elle avait connus avant le plus fort de la crise en 2008-2009, et doit se contenter d'un médiocre 2 %. Et ce n'est pas le virage, jugé inutile par certains experts, vers une sévère politique d'austérité du nouveau gouvernement de Peter Necas, qui est de nature à modifier la tendance. Le risque de ralentissement du développement de l'activité économique est donc bien réel. A force de vouloir se soumettre au dogme de l'orthodoxie budgétaire et de faire trop exclusivement confiance à la compétitivité de son pays face aux marchés, l'action du gouvernement peut outrepasser la sagesse pour verser dans la pusillanimité, sans évoquer le risque de voir le pays très affecté par l'évolution des situations économiques de ses voisins.

Au total, l'Europe centrale ne se reconnaît pas dans l'image trop souvent présentée d'une région déjà très éprouvée que sa fragilité rendrait particulièrement vulnérable. Au contraire, la qualité de ses fondamentaux, durement acquise durant la transition qui l'a conduite à intégrer l'UE, lui a permis de bien résister jusqu'ici aux assauts de la crise, et sa situation ne peut être comparée à celle d'autres parties de l'Union. Néanmoins, les liens étroits qu'elle a tissés avec l'Europe occidentale (notamment dans le domaine bancaire) la rendent très dépendante de la situation économique dans cette région, et elle pourrait difficilement éviter d'être submergée si une aggravation de la crise, en particulier avec la survenance d'une récession sévère, s'y produisait.

Principaux indicateurs économiques

(Variations en % par rapport à l'année précédente, sauf mention contraire)

Hongrie

	2007	2008	2009	2010	2011 (p)
PIB	0,7	0,9	-6,7	1,2	1,5*
PIB par tête (% de la moyenne UE-27, PPA)	–	64	65	64	–
Consommation des ménages	0,2	0,5	-8,1	-2	0*
Formation brute de capital fixe	3,7	3,2	-9,3	-6,9	0*
Prix à la consommation	7,9	6	4	4,7	4*
Solde des administrations publiques (% du PIB)	-5	-3,6	-4,5	-4,3	3,6**
Dette publique (% du PIB)	66,1	72,3	78,4	80,2	76***
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	7,4	7,8	10	11,2	11****
Exportations de marchandises	17,1	6,3	-19,6	20,4	11****
Importations de marchandises	12,6	6,9	-24,9	19,4	10****
Balance commerciale (millions d'euros)	-138	-549	3400	4671	5500****
Balance courante (% du PIB)	-6,9	-7,3	0,4	2,1	0,9****
Dette extérieure brute (% du PIB)	103,2	116,1	146,5	139,1	–

Sources : WIIW ; * : octobre 2011 ; **** : juillet 2011 ; ** : y.c. effet du transfert de fonds du 2^e au 1^{er} pilier du système des retraites ;
*** : Commission européenne (DG ECFIN), novembre 2011 ; (p) : prévision

Pologne

	2007	2008	2009	2010	2011 (p)
PIB	6,8	5,1	1,7	3,8	3,8*
PIB par tête (% de la moyenne UE-27, PPA)	–	56	61	62	–
Consommation des ménages	4,9	5,7	2,1	3,3	3,3*
Formation brute de capital fixe	17,5	9,6	-1,1	-1,9	4*
Prix à la consommation	2,6	4,2	4	2,7	4*
Solde des administrations publiques (% du PIB)	-1,9	-3,7	-7,3	-7,9	-5,5*
Dette publique (% du PIB)	45	47,1	50,9	55	55**
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	9,6	7,1	8,2	9,6	10***
Exportations de marchandises	13,4	14,2	-15,9	20,3	10***
Importations de marchandises	19,5	17,3	-24,4	22,5	12***
Balance commerciale (millions d'euros)	-12366	-17738	-3102	-6002	-9200***
Balance courante (% du PIB)	-4,7	-4,8	-2,2	-3,4	-3,6***
Dette extérieure brute (% du PIB)	51,2	48	62,8	66,1	–

Sources : WIIW ; * : octobre 2011 ; *** : juillet 2011 ; ** : BERD ; (p) : prévision

République tchèque

	2007	2008	2009	2010	2011 (p)
PIB	6,1	2,5	-4,2	2,3	2,1*
PIB par tête (% de la moyenne UE-27, PPA)	–	81	82	80	–
Consommation des ménages	4,8	3,6	-0,3	0,4	0***
Formation brute de capital fixe	10,8	-1,5	-7,9	-4,6	2,5*
Prix à la consommation	2,9	6,3	0,6	1,2	2*
Solde des administrations publiques (% du PIB)	-0,7	-2,7	-5,8	-4,7	-4,5*
Dette publique (% du PIB)	29	30	35,3	38,5	41,3**
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	5,3	4,4	6,7	7,3	7,3**
Exportations de marchandises	18,1	10,9	-22,3	23,9	16**
Importations de marchandises	15,8	11,8	-22,2	26,2	15**
Balance commerciale (millions d'euros)	4341	4127	3060	2100	400**
Balance courante (% du PIB)	-3,2	-0,7	-3,2	-3,8	-2,6**
Dette extérieure brute (% du PIB)	40,6	40,4	45,2	49,2	–

Sources : WIIW ; * : octobre 2011 ; ** : juillet 2011 ; *** : prévision d'expert ; (p) : prévision

Principaux indicateurs économiques

(Variations en % par rapport à l'année précédente, sauf mention contraire)

Slovaquie

	2007	2008	2009	2010	2011 (p)
PIB	10,6	5,8	-4,8	4	3,2*
PIB par tête (% de la moyenne UE-27, PPA)	-	72	73	74	-
Consommation des ménages	6,9	6,1	0,3	-0,3	0,2*
Formation brute de capital fixe	9	1	-19,9	3,7	4*
Prix à la consommation	1,9	3,9	0,9	0,7	4*
Solde des administrations publiques (% du PIB)	-1,8	-2,1	-8	-7,9	-5,4*
Dette publique (% du PIB)	29,6	27,8	35,4	41	45,1**
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	11,1	9,5	12	14,4	13**
Exportations de marchandises	26,7	17,2	-19,8	22,9	10**
Importations de marchandises	19,8	17,2	-23,4	26,3	9**
Balance commerciale (millions d'euros)	-656	-759	1187	139	100**
Balance courante (% du PIB)	-5,3	-6,2	-3,2	-3,4	-4,3**
Dette extérieure brute (% du PIB)	54,9	57,7	71,9	74,7	-

Sources : WIIW ; * : octobre 2011 ; ** : juillet 2011
(p) : prévision

Slovénie

	2007	2008	2009	2010	2011 (p)
PIB	6,9	3,7	-8,1	1,2	1***
PIB par tête (% de la moyenne UE-27, PPA)	-	91	89	87	-
Consommation des ménages	6,7	2,9	-0,5	0,5	0*
Formation brute de capital fixe	13	8,5	-21,6	-6,7	-8*
Prix à la consommation	3,8	5,5	0,9	2,1	2,5*
Solde des administrations publiques (% du PIB)	-0,1	-1,8	-6	-5,6	-5,8*
Dette publique (% du PIB)	23,1	21,9	35,2	38	42,8**
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	4,6	4,4	5,9	7,3	8**
Exportations de marchandises	16,3	1,3	-19,4	13,7	16**
Importations de marchandises	18,1	5,7	-25,7	14,8	19**
Balance commerciale (millions d'euros)	-1666	-2651	-699	-974	-1700**
Balance courante (% du PIB)	-4,8	-6,7	-1,5	-1,1	-1,2**
Dette extérieure brute (% du PIB)	100,6	105,2	113,8	113,4	-

Sources : WIIW ; * : octobre 2011 ; ** : juillet 2011 ; *** BERD
: prévision

(p)

Deuxième partie

Les pays baltes

Estonie, Lettonie, Lituanie *par Jean-Pierre Pagé*

Rappelons que les trois Etats Baltes, qui étaient auparavant des républiques de l'ex-Union soviétique, ont intégré en même temps l'Union européenne en 2004, et que les trois économies ont fonctionné selon un régime de change fixe : l'Estonie dans le cadre d'un *currency board*, avant de rejoindre la zone euro le 1^{er} janvier 2010, les deux autres pays avec une monnaie solidement accrochée à l'euro, la Lituanie dans le cadre d'un *currency board* et la Lettonie par un lien fixe (*peg*).

Prologue : la surchauffe avant la crise

Les trois économies ont suivi un parcours original. Elles ont connu une vive croissance au cours des années précédant la crise, qui a atteint des taux annuels très élevés : de l'ordre de 9 à 11 % pour le PIB, de 11 à 18 % pour la consommation des ménages et de 16 à 18 % pour le salaire réel. A tel point que l'on a pu légitimement parler de « surchauffe » de ces économies et anticiper une rupture avant que ne débute en 2008 la grave crise que nous connaissons aujourd'hui. La particularité est que si cette croissance débridée s'est accompagnée de tensions sur les prix à la consommation (culminant en moyenne à 8 % en Lettonie), les systèmes de *currency board* auxquels étaient assujetties l'Estonie et la Lituanie et la rigidité du lien entre le lats et l'euro en Lettonie ont empêché toute dérive des finances publiques, les trois pays affichant un solde déficitaire très faible, voire un léger excédent dans le cas de l'Estonie, et une dette publique remarquablement modeste allant de 4 % du PIB pour l'Estonie à 18 % pour la Lituanie.

En revanche, leur dette extérieure brute rapportée au PIB a atteint des sommets, culminant en 2007 à 127 % du PIB dans le cas de la Lettonie et de l'ordre de 110 % pour l'Estonie, caractéristiques de modes de financement de la croissance fortement fondés sur l'apport de systèmes financiers très liés aux voisins nordiques, en particulier la Suède, et le recours très poussé à l'endettement vis-à-vis de l'extérieur. De ce déséquilibre témoignent aussi les montants élevés des déficits des paiements courants avec l'extérieur, culminant à 22,3 % du PIB dans le cas de la Lettonie, suivie par l'Estonie, avec 17 %, et la Lituanie, beaucoup plus loin avec seulement 14,5 %.

Des Etats sévèrement touchés au moment de la crise occidentale, moins en raison de celle-ci que de leurs propres dérives

Quand la crise a éclaté dans le monde occidental, ces pays ont été frappés, comme les autres, par le tarissement de la demande extérieure entraînant des chutes des exportations de 20 à 27 % en 2009. Ils ont connu un choc d'autant plus rude que ce recul de la demande extérieure a coïncidé avec la nécessité de remettre en ordre des économies dont le développement n'était plus maîtrisé. La chute du PIB a atteint entre 15 % (en 2009 en Lituanie), 20 % (entre la fin de 2007 et l'automne 2009 en Estonie) et 25 % (de 2007 à 2009 en Lettonie). Le taux de chômage a été multiplié par près de quatre entre 2007 et 2010 dans les trois pays, passant de 5 % en 2007 à 18 % en 2010 en moyenne. Les salaires, pour leur part, ont connu des chutes spectaculaires de 15 % (en valeur nominale) en Lettonie et 20 % en Lituanie.

Face à cette situation, les gouvernements n'ont pas hésité à mettre en œuvre des remèdes drastiques s'inspirant des politiques d'ajustement préconisées par le Fonds monétaire international, pour empêcher la détérioration de la situation des finances publiques et restaurer la compétitivité mise

à mal par les hausses de salaires ayant précédé la crise. C'est ainsi que grâce à un ensemble de mesures intervenues dès 2008, qui combinaient l'augmentation de la TVA et des accises, à des diminutions des dotations des services publics et à un recul des prestations liées à la retraite, la maladie et le chômage, les autorités de l'Estonie ont réussi à stabiliser la situation des finances publiques, le solde des administrations publiques passant d'un excédent de 2,5 % du PIB en 2007 à un déficit de l'ordre de 3 % de 2009. C'est en Lettonie, qui a connu la chute la plus extrême que, malgré un ensemble de coupes sévères dans les budgets de la santé et de l'éducation notamment, la situation des finances publiques s'est le plus détériorée, avec un solde passant d'un quasi-équilibre en 2007 à un déficit de près de 10 % du PIB en 2009. En Lituanie, là encore malgré des coupes significatives dans les avantages sociaux et un paquet additionnel de mesures d'austérité pour un montant de 4 % du PIB en décembre 2009, le déficit public, qui n'était que de 1 % du PIB en 2007, a atteint un niveau très élevé proche de 10 % en 2009 qui s'est maintenu à environ 7 % en 2010.

Seule la Lettonie a fait appel à une assistance internationale pour franchir cette passe difficile. Dès décembre 2008, après avoir constaté le tarissement des entrées de capitaux et aux prises avec un plan de financement de la banque Parex, les autorités lettones ont négocié un plan de financement de 7,7 milliards d'euros avec l'UE, le FMI, la Banque mondiale et les banques nordiques. L'Estonie et la Lituanie n'ont pas fait appel à l'assistance internationale. Le secteur financier de l'Estonie a bénéficié du fait d'être détenu en presque totalité par des investissements étrangers, en majorité des banques suédoises, et a pu bénéficier du soutien direct des maisons mères pour faire face à ses besoins en liquidité. Au demeurant, des accords privés avaient été négociés avec la Banque centrale suédoise afin de s'assurer contre le risque d'une ruée sur les dépôts. La Lituanie, dont le secteur financier était nettement moins développé que celui de ses deux sœurs baltes, n'a eu besoin ni de l'assistance de bailleurs de fonds internationaux, ni de lignes de crédit de la Banque centrale de Suède. Sa propre Banque centrale a réduit le taux des réserves obligatoires de 6 à 4 % et le gouvernement a porté la couverture de l'assurance des dépôts à 100 000 euros.

Un rebond aussi spectaculaire que la plongée précédente grâce au réveil de la demande domestique

La manière dont les économies baltes ont rebondi en 2010-2011, là encore avec beaucoup de points communs, a été aussi impressionnante que le choc de la crise. Comme dans quasiment tous les pays de l'Europe centrale et orientale, la reprise a été tirée d'abord par la demande extérieure. Elle a commencé dès 2010, avec une reprise de la croissance encore timide, plus accentuée en Estonie avec 3 % qu'en Lituanie avec 1,3 %, la Lettonie connaissant une légère décroissance de 0,3 %. Au cours de cette année, la consommation des ménages a encore diminué en Estonie et Lituanie et est restée stagnante en Lettonie, la formation brute de capital fixe enregistrant une forte chute en Estonie et Lettonie. Ce sont donc les exportations, avec des progressions comprises entre 28 et 35 %, qui ont tiré la croissance.

Celle-ci s'est nettement raffermie en 2011 avec le réveil de la demande domestique, émanant en particulier des entreprises qui ont profité de l'amélioration de la compétitivité pour investir avec des taux de croissance qui ont explosé en Lituanie (40 % au premier trimestre de l'année), mais aussi en Lettonie (20 % en moyenne) et en Estonie (16 %). La consommation des ménages n'est pas en reste avec des progressions allant de 3,5 % en Estonie à 5,5 % en Lituanie. La demande extérieure a continué de soutenir l'activité économique, mais a commencé à fléchir dans la deuxième partie de l'année, en liaison avec le ralentissement dans la zone euro, si bien que le principal moteur de la croissance en 2011 a été la demande domestique stimulant d'ailleurs celle des importations. Au total, la croissance a été particulièrement vive en 2011, avec des taux s'échelonnant de 4,5 % en Lettonie à 7,5 % en Estonie, en passant par 6 % en Lituanie.

Cette reprise s'est accompagnée en 2011 d'une résurgence de l'inflation – qui avait fortement régressé en 2009-2010 – avec des hausses des prix à la consommation atteignant 4,5 % en Lettonie et Lituanie et 5,5 % en Estonie. Mais à la différence de ce qui s'était passé avant le début de la crise, cette résurgence de l'inflation n'est pas due à un excès de demande domestique. Elle tient à des facteurs exogènes, à savoir l'impact en début d'année des hausses des prix des produits énergétiques et alimentaires importés, le cœur de l'inflation demeurant à des niveaux beaucoup moins élevés, même s'il est passé de 0,3 % au troisième trimestre de 2010 à 3 % au troisième trimestre de 2011 en Lituanie.

La conjonction de l'effet de la reprise de la croissance sur les recettes publiques avec les mesures prises par ailleurs pour résorber les déficits, auxquelles se sont ajoutées des ventes de « crédits carbone » inutilisés, ont permis d'améliorer nettement la situation des finances publiques en 2011. C'est ainsi que le déficit devrait avoir été réduit de 7,6 % du PIB à 4,5 % en Lettonie et de 7 à 5 % en Lituanie.

Malgré la reprise de la croissance, le chômage est partout resté élevé, même si son taux a été ramené à 13 % en Estonie, 15,5 % en Lettonie et 16 % en Lituanie. Encore faut-il souligner que cela tient compte de l'effet d'une importante émigration en Lettonie et Lituanie (où un recensement récent a montré que le pays avait perdu 200 000 habitants – passant de 3,2 à 3 millions – depuis son adhésion à l'Union européenne), qui a diminué d'autant la demande d'emplois. La population a fait preuve d'un remarquable stoïcisme dans les trois pays, au-delà de quelques mouvements sporadiques, malgré la persistance de ces hauts niveaux de chômage et de la sévérité des mesures prises pour faire face à la crise. Deux phénomènes peuvent expliquer cela :

- en premier lieu, le désir qui prévaut dans la population, avant tout, de rester solidement ancrée à l'UE et de ne pas retomber dans l'orbite du grand voisin russe, ce qui la conduit à mettre ses revendications en sourdine ;
- en second lieu, le fait que certaines évolutions comme les baisses des salaires doivent être relativisées en tenant compte des hausses très élevées qui les ont précédées.

En revanche, les coupes très sévères pratiquées dans certains services (notamment dans les domaines de l'éducation et de la santé) et prestations sociales sont beaucoup plus inquiétantes. C'est pourquoi les gouvernements se préoccupent de leurs effets sur les populations les plus fragilisées, comme les retraités en faveur desquels ils ont prévu des revalorisations de pensions, et inscrivent dans leur programmation budgétaire des revalorisations de budgets ramenés à la portion congrue. Notons aussi que le mécontentement des populations s'exprime toutefois, comme lors des dernières élections législatives en Lettonie, qui ont suivi la dissolution du Parlement en mai. Elles se sont tenues en septembre et ont vu la victoire d'un parti d'opposition, Centre de l'Harmonie (certes soutenu par la minorité russophone qui s'estime brimée), arrivé pour la première fois en tête dans les résultats, et le bon score d'un parti regroupant les nationalistes (l'Alliance nationale-Tout pour la Lettonie).

Conclusion

Alors que l'Estonie conforte sa place dans la zone euro, la Lettonie est retournée en juin dernier sur les marchés financiers pour placer avec succès une émission de 500 millions d'eurobonds. Elle maintient son objectif d'entrer dans la zone euro en 2014, même si cela paraît difficile, non pas en raison du niveau de son inflation qui devrait régresser après les phénomènes transitoires de 2011, ni de sa dette publique, qui demeure nettement en dessous du seuil de 60 %, mais à cause du niveau de son déficit public que les autorités visent à ramener à 2,5 % du PIB en 2012, alors qu'en l'état actuel de l'information, un déficit demeurant supérieur à 3 % du PIB reste beaucoup plus vraisemblable. En revanche, il ne devrait pas y avoir de modifications sensibles de la politique gouvernementale :

le Premier ministre sortant, Valdis Dombrowskis, est assuré de rester au pouvoir pour la troisième fois consécutive dans le cadre d'une coalition regroupant son parti Unité, le parti des Réformes du président de la République sortant, Valdis Zlaters, et l'Alliance nationale-Tout pour la Lettonie, le Centre de l'harmonie étant laissé en-dehors du jeu. En revanche, la Lituanie a clairement abandonné l'objectif de rejoindre la zone euro en 2014.

Car les perspectives pour 2012 et 2013 restent entachées d'une grande incertitude en raison de la détérioration de la zone euro. En tout état de cause, on prévoit, partout, un net ralentissement de la croissance des exportations, tandis que celle des importations demeure soutenue par une demande domestique sortie de son atonie, et que la croissance des investissements des entreprises, dans un contexte détérioré et des conditions de crédit plus tendues, devrait se ralentir. Cette croissance ne devrait être soutenue que par celle des investissements publics cofinancés par les fonds structurels européens, dont le montant devrait s'accroître en 2012-2013. Le nouveau « miracle » balte, volontiers célébré aujourd'hui, pourrait n'être que de courte durée.

Principaux indicateurs économiques

(Variations en % par rapport à l'année précédente, sauf mention contraire)

Estonie

	2007	2008	2009	2010	2011 (p)
PIB	6,9	-5	-13,9	3,1	7,5**
PIB par tête (% de la moyenne UE-27, PPA)	-	68	64	65	-
Consommation des ménages	8,6	-5,5	-18,8	-1,9	3,5**
Formation brute de capital fixe	6	-15	-32,9	-9,2	16**
Prix à la consommation	6,7	10,6	0,2	2,7	5,5**
Solde des administrations publiques (% du PIB)	2,5	-2,9	-1,8	0,1	0**
Dette publique (% du PIB)	3,7	4,6	7,2	6,6	6,1*
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	4,7	5,5	13,8	16,9	13*
Exportations de marchandises	4,7	4,9	-23,5	34,9	35*
Importations de marchandises	7,9	-1,9	-33,5	27,3	33*
Balance commerciale (millions d'euros)	-2729	-2125	-560	-214	-100*
Balance courante (% du PIB)	-17,2	-9,7	4,5	3,6	-0,6*
Dette extérieure brute (% du PIB)	110	118,2	124,5	113,7	-

Sources : WIIW ; * : prévision du WIIW (juillet) ; ** : synthèse de prévisions d'experts ; (p) : prévision

Lettonie

	2007	2008	2009	2010	2011 (p)
PIB	10	-4,2	-18	-0,3	4,5**
PIB par tête (% de la moyenne UE-27, PPA)	-	56	52	51	-
Consommation des ménages	14,9	-5,3	-24,1	-0,1	4**
Formation brute de capital fixe	7,5	-13,5	-37,3	-19,5	20**
Prix à la consommation	10,1	15,2	3,3	-1,2	4,5**
Solde des administrations publiques (% du PIB)	-0,3	-4,2	-9,6	-7,6	- 4,5**
Dette publique (% du PIB)	9	19,7	36,7	44,7	48,5*
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	6	7,5	17,1	18,7	15,5*
Exportations de marchandises	22,1	8,5	-19,6	28,1	29*
Importations de marchandises	22,6	-4,3	-38	19,9	26*
Balance commerciale (millions d'euros)	-5054	-4072	-1322	-1156	-1200*
Balance courante (% du PIB)	-22,3	-13,1	8,6	3,6	0,5*
Dette extérieure brute (% du PIB)	127,1	129,2	157	166,6	-

Sources : WIIW ; * : prévision du WIIW (juillet) ; ** : synthèse de prévisions d'experts ; (p) : prévision

Lituanie

	2007	2008	2009	2010	2011 (p)
PIB	9,8	2,9	-14,7	1,3	6**
PIB par tête (% de la moyenne UE-27, PPA)	-	61	55	58	-
Consommation des ménages	12	3,7	-17,7	-4,5	5,5**
Formation brute de capital fixe	23	-5,2	-40	0	18**
Prix à la consommation	5,8	11,1	4,2	1,2	4,5**
Solde des administrations publiques (% du PIB)	-1	-3,3	-9,5	-7,1	- 5**
Dette publique (% du PIB)	16,9	15,6	29,5	38,2	40,5*
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	4,3	5,8	13,7	17,8	16*
Exportations de marchandises	11,1	28,5	-26,6	33,2	30*
Importations de marchandises	15	20,7	-37,7	33,8	30*
Balance commerciale (millions d'euros)	-4279	-4186	-831	-1179	-1600*
Balance courante (% du PIB)	-14,5	-13,1	4,3	1,8	-2*
Dette extérieure brute (% du PIB)	71,9	71,3	87,2	86	-

Sources : WIIW ; * : prévision du WIIW (juillet) ; ** : synthèse de prévisions d'experts ; (p) : prévision

Troisième partie

La Bulgarie et la Roumanie

Bulgarie et Roumanie par Edith Lhomel

Traditionnellement considérées comme les deux mauvais élèves de la classe européenne, les économies roumaine et bulgare n'ont pas fini de souffrir des conséquences de la crise mondiale, quand bien même leur évolution macroéconomique se termine en 2011 sur une note encourageante, avec des croissances respectives de l'ordre de 2 et 1,5 % qui, dans les deux cas, ont été essentiellement tirées par les exportations, la demande intérieure tardant à reprendre souffle.

Sans être opposées, les trajectoires économiques n'en sont pas moins différentes, même si les deux pays pâtissent tous deux du fait d'avoir laissé « filer » en 2007 et 2008 la consommation des ménages avec force crédits, et d'un endettement persistant de leur secteur privé qui, face à un environnement extérieur contraire, peine à trouver les moyens de se refinancer et risque de « plomber » encore quelque temps l'activité économique.

La Bulgarie et la Roumanie poursuivent leur dur apprentissage

Ces deux Etats d'Europe du Sud-Est qui ont en commun, outre une frontière de 600 kilomètres, le fait d'avoir intégré l'Union européenne le 1^{er} janvier 2007, sont soumis depuis cette date par la Commission européenne à un mécanisme de coopération et de vérification (MCV) qui vise à obtenir de pays ayant connu des transitions politiques heurtées, qu'ils combattent efficacement la corruption, mènent à bien la réforme de leur système judiciaire et, dans le cas bulgare, luttent contre la criminalité et le blanchiment de capitaux.

Le MCV, que l'Union européenne ne prévoit pas d'étendre à d'autres pays candidats, pourrait être levé en juillet 2012, sous réserve d'avoir abouti à des résultats probants. Le dernier rapport semestriel date de juillet 2011 et fait état d'avancées, tout en déplorant que la Roumanie n'ait toujours pas finalisé la rédaction de quatre nouveaux codes juridiques et que la Bulgarie ne parvienne pas à mener à leur terme les poursuites intentées à de hauts responsables coupables de délits d'initiés et autres crimes économiques. Même s'il s'agit d'un dossier réputé distinct, l'adhésion de ces deux pays à l'espace Schengen a de nouveau été repoussée à juillet 2012, les Pays-Bas, qui s'y sont opposés, ayant indiqué qu'ils reviendraient éventuellement sur leur position à cette date. En dépit du *lobbying* exercé en 2011 par le président roumain Traian Basescu et le Premier ministre bulgare Boïko Borissov auprès des présidences hongroise puis polonaise de l'Union européenne, les Pays-Bas, rejoints par la Finlande mais aussi par la France, se sont montrés inflexibles, arguant de la sécurisation insuffisante des frontières extérieures des deux nouveaux Etats membres.

Le rôle restructurant que commencent à jouer chez les nouveaux adhérents, à commencer par la Pologne, l'apport des fonds structurels, se heurte dans les cas de la Roumanie et de la Bulgarie à la faiblesse de leurs capacités administratives, à la corruption régnant dans les cercles de décision, au cofinancement problématique, qui concourent à un taux d'absorption très insatisfaisant de ce soutien financier pourtant déterminant, surtout dans le secteur pourtant stratégique des transports.

La crainte de ne pas recevoir les montants prévus soumis à la règle « n+2 » pour les sommes à percevoir en 2012 et 2013 et « n+3 » pour celles de 2011, a incité les autorités à en centraliser la gestion. Alors que la Roumanie s'apprêtait à créer un ministère des Affaires européennes conduit par Leonard Orban, espérant ainsi élargir le goulet d'étranglement de la bureaucratie et l'absence de stratégie de programmation, la Bulgarie a décidé de créer une agence d'Etat placée sous l'autorité du Premier ministre, ayant la charge de suivre les sept programmes opérationnels, jusque-là gérés par les ministères sectoriels, tout en envoyant pour moitié dans les régions le personnel affecté à cette mission, qui compte à Sofia quelque 1 900 personnes.

Bulgarie : quelques signes encourageants

Alors que l'on a pu tabler sur un taux de croissance proche de 3 %, ainsi que le WIIW l'envisageait encore en juillet, la croissance ne serait au final que de 1,5 % en 2011. Cela n'en constitue pas moins un motif de satisfaction, d'autant que ce rebond (après une quasi-stagnation en 2010) s'accompagne, grâce au chiffre record des exportations (+ 34 % au terme des sept premiers mois de 2011 par rapport à la période identique de 2010) et, parallèlement, à une hausse moindre des importations, d'une amélioration de la balance commerciale (-1,5 milliard d'euros contre -2,4 en 2010), qui à son tour contribue à celle des paiements courants qui affichent un solde positif équivalent à 2,6 % du PIB. Pareil résultat remontait à 1998.

Avec 16 % de sa population travaillant à l'étranger, la Bulgarie se classe deuxième en Europe pour l'importance des transferts de revenus provenant de l'immigration. Mais la situation très fragile de la Grèce risque de provoquer une réduction de ces montants qui s'élevaient néanmoins, sur les dix premiers mois de 2011, à 1 258 millions d'euros, soit 3,2 % du PIB (contre 2,9 % en 2010).

L'économie bulgare a bénéficié de la hausse des prix des matières premières, les minerais et produits énergétiques arrivant en tête de ses exportations. Même si, à l'image de ce que l'on constate dans tous les nouveaux Etats membres de l'Union européenne, son commerce extérieur continue de se réaliser à concurrence de 61,7 % avec les pays de l'Union, la Bulgarie a su tirer profit de la diversification de ses débouchés (notamment vers la Chine, la Turquie, l'Afrique du Sud, la Géorgie et la Russie) pour écouler sa production manufacturière. L'industrie (20,9 % du PIB) tire, comme en Roumanie, une croissance également confortée par une bonne année agricole, surtout en ce qui concerne les cultures céréalières et industrielles, ainsi que l'activité viti-vinicole soutenue par les aides directes dispensées dans le cadre de la PAC.

Ces signes encourageants doivent être nuancés en raison de la situation morose de la demande intérieure, qu'il s'agisse de la consommation des ménages, ou, plus encore, de l'investissement. Pour la troisième année consécutive, celui-ci recule, certes de façon moindre, et ce recul hypothèque dramatiquement certains secteurs, alors que la construction demeure en pleine déconfiture. De l'avis des observateurs extérieurs, la politique économique et fiscale manque de cohérence : pêchant par volontarisme, le gouvernement de centre-droit, conduit par Boiko Borissov, *leader* du GERB (ex-Mouvement des citoyens pour un développement européen de la Bulgarie), s'est distingué par des mesures de rigueur excessives, à l'instar des coupes budgétaires opérées, au coup par coup, dans l'investissement, ainsi qu'en témoigne l'évolution erratique de celui-ci selon les trimestres.

Asphyxiée depuis maintenant deux ans par le comportement de repli des organismes bancaires étrangers, la demande intérieure pourrait souffrir aussi de l'aggravation de la crise grecque. Les banques étrangères, notamment allemandes et autrichiennes, très présentes dans les deux pays, sont d'ores et déjà enclines à durcir leur politique d'octroi de crédits par une nouvelle hausse des taux d'intérêt... et les autorités ne disposent de toute façon d'aucune marge de manœuvre en matière de gouvernance monétaire, compte tenu de la discipline dictée par le *currency board* qui soumet le leva à un taux de change fixe avec l'euro.

L'atonie de la demande intérieure a certes pour effet de contenir l'inflation à un niveau raisonnable, mais on note néanmoins en 2011 une tendance à une légère hausse par rapport à 2010, car le marché ne parvient plus à absorber totalement l'augmentation continue des prix. Pour sa part, le déficit budgétaire demeure sous contrôle (avec une prévision de l'ordre de 2 % du PIB en 2011). A cet égard d'ailleurs, le projet de budget pour 2012 se montre à nouveau très prudent compte tenu de la crise qui ne désespère pas à l'Ouest. Se félicitant d'avoir privatisé « au bon moment » et de disposer des réserves nécessaires pour affronter des temps toujours difficiles, le gouvernement n'a pas de ligne de conduite arrêtée en la matière, ce qui nuit à sa crédibilité. Ainsi par exemple, le devenir des postes suscite de vives divergences (le maintien de 800 bureaux locaux est en question). En septembre, la holding

Bulgartabac a trouvé repreneur, l'autrichien BT Invest GmbH, pour la somme de 100 millions d'euros. D'autres projets dans l'industrie de l'armement sont dans les tiroirs, tandis que la demande de Sofia de différer la privatisation des chemins de fer qui commencerait par celle du fret, et de procéder d'abord, moyennant un prêt de la Banque mondiale, à leur restructuration, n'a pas été entendue.

Sur le front de l'emploi, la situation demeure préoccupante : en raison du vieillissement démographique – qui creuse d'autant le déficit des prestations sociales – et de la conjoncture, le taux d'activité baisse inexorablement (58,2 % dans la tranche d'âge 15-64 ans), quel que soit le secteur d'activité (surtout dans l'agriculture et la construction), tandis que le taux de chômage a de nouveau dépassé la barre des 10 % et atteindrait 11,3 % en 2011. Ces trois dernières années, le gouvernement, soutenu par le secteur privé, a élaboré quelque 220 mesures pour lutter contre le travail au noir, se félicitant que la part de l'économie grise soit passée de 35 % à 20 % du PIB. Notons toutefois qu'une telle baisse peut aussi n'être, pour partie, que la conséquence de l'arrêt, par manque de ressources, d'activités un temps lucratives, et donc ne pas contribuer à une amélioration des chiffres de l'emploi, ni fournir au budget de rentrées supplémentaires.

Les remous que connaît la zone euro ne peuvent que repousser une nouvelle fois la perspective pour la Bulgarie d'entrer dans le MCE 2 prochainement. Dès lors que l'évolution de la situation macroéconomique est étroitement dépendante du caractère durable de la reprise chez les partenaires européens, comme le soulignait le *Tableau de bord* en 2010, on ne peut pas raisonnablement être optimiste au regard du rôle décisif tenu par les exportations et de la faiblesse des investissements étrangers qui, en 2011, ont à nouveau diminué (avec une prévision de 1,5 milliard d'euros). A cet égard, les bas salaires et taxes peu élevées ne parviennent plus à contrebalancer les effets de la bureaucratie, qui demeure excessive, ni des volte-face de la législation et de la baisse du niveau de formation, nonobstant les nouvelles facilités offertes par l'Agence bulgare d'investissements (droit d'exproprier si le projet est jugé prioritaire, amélioration des services municipaux, avantages fiscaux).

Enfin, dans un autre registre, on retiendra qu'en 2011 l'activité touristique a tiré parti, tout comme en Turquie, des soulèvements intervenus dans le monde arabe (Tunisie, Egypte...), et enregistré une augmentation de ses recettes d'au moins 5 % avec un chiffre record de 3,7 millions de visiteurs dont un million de touristes.

Roumanie : une convalescence toute relative

Deux ans après une récession sévère (-7,1 % en 2009) venue frapper de plein fouet un taux de croissance qui caracolait, depuis l'adhésion à l'Union européenne, aux alentours de 7 %, l'économie roumaine se remet lentement et non sans mal de l'impact de la crise financière de 2008-2009 : en témoigne, après une croissance encore négative en 2010 (-1,3 %), le 2 % pronostiqué par les analystes du WIIW pour 2011. La reprise, ici comme partout ailleurs dans la région, a été tirée par les exportations, tandis que consommation intérieure (publique mais surtout privée) et investissement parviennent difficilement à sortir du rouge : la consommation des ménages demeure atone (-1,6 % en 2010 ; 0,5 % en 2011), tandis que l'investissement, après un net recul en 2010 (-13,1 %), stagne.

Au premier trimestre de 2011, les exportations enregistraient une augmentation de 39,4 % en termes nominaux, supérieure à celle des importations (24,8 %), concourant à un meilleur équilibre de la balance commerciale dont le déficit serait passé de 5,9 milliards d'euros en 2010 à 3,9 en 2011. Le solde négatif de la balance des paiements courants a diminué grâce surtout à un apport, de nouveau conséquent, des transferts des travailleurs émigrés après deux très mauvaises années dues à la crise économique sévissant dans les pays occidentaux. Il reste à voir quel sera l'impact, en 2012, de la décision prise par la Grande-Bretagne en novembre 2011, qui emboîtait en cela le pas aux Pays-Bas et à l'Espagne, de réinstaurer des restrictions à la libre circulation de la main-d'œuvre roumaine et

bulgare jusqu'en 2013, ces limitations devant être intégralement levées à l'intérieur de l'UE au plus tard le 1^{er} janvier 2014 conformément aux engagements pris lors des négociations d'adhésion.

Les investissements étrangers, qui se sont montés à 1,1 milliard d'euros au premier semestre de 2011, soit une baisse de 30 % par rapport au premier semestre de 2010, pour un total escompté de 2,5 milliards à la fin de 2011, auraient permis, de source roumaine, de financer le déficit de la balance courante à hauteur de 3,1 % du PIB.

Du côté de la consommation des ménages, l'atonie s'explique aisément : les coupes claires opérées dans les salaires des fonctionnaires au début de 2010 (-25 %), qui avaient suscité en vain nombre de mouvements sociaux, ajoutées aux effets de la hausse de la TVA, ont lourdement pesé sur l'activité économique et le budget des Roumains. Il n'est pas certain, cela étant, que le plus dur soit derrière eux.

Du côté de l'investissement, l'impact du recul de 2010 demeure : outre le secteur de la construction en plein marasme qui a vu fondre ses effectifs de 30 % après, il est vrai, une période particulièrement faste marquée par une spéculation immobilière effrénée aujourd'hui révolue, les secteurs de l'énergie et des transports ont particulièrement souffert de l'absence de moyens. Toutefois, avec une majoration des salaires demeurée inférieure à l'inflation et une productivité à la hausse, les produits roumains ont amélioré leur compétitivité à l'exportation, progrès qui reste à consolider pour contrebalancer l'impact négatif du manque d'investissements et de la diversification insuffisante de la production.

Le secteur industriel, toujours largement tourné vers la demande extérieure (occidentale comme est-européenne), s'est donc posé en principale locomotive de ce timide retour à la croissance (+5,5 % en 2010, après un recul d'autant en 2009, et +8 % prévus en 2011). Parmi les secteurs clés ayant participé à cette dynamique, figurent la chimie et la pétrochimie, la métallurgie, mais aussi des branches à plus forte valeur ajoutée comme les composants électriques, le matériel de transport, l'industrie du meuble. En tête des entreprises ayant œuvré à la bonne tenue des exportations, on trouve la firme automobile Dacia (filiale de Renault), suivie de la filiale roumaine de composants téléphoniques du Finlandais Nokia dont l'annonce, en septembre 2011, de fermer d'ici la fin de l'année sa filiale roumaine au profit d'une implantation en Asie, a jeté la consternation : avec 60 millions d'euros d'investissements en Roumanie, le site de Cluj a contribué pour quelque 2 millions d'euros au budget et représenté 7,8 % du volume total de l'exportation du pays en 2010.

Les bonnes performances de l'agriculture en 2011, notamment dans le domaine céréaliier (7 millions de tonnes de blé contre 5,5 en 2010), grâce à des conditions météorologiques favorables (absence d'inondations ou de périodes de sécheresse qui sévissaient depuis trois ans), participent aussi à la reprise de la croissance. L'augmentation des exportations de produits agricoles, au premier chef desquels se placent les céréales, cumulée avec la hausse des prix mondiaux, a bénéficié à la balance commerciale ; les résultats de l'industrie agroalimentaire, qui souffre de la baisse des investissements étrangers après l'achat en 2004 par l'américain Smithfield Foods du mastodonte Contim, ou, en 2008, du numéro 1 roumain de produits laitiers La Dorna par le français Lactalys, n'en demeurent pas moins modestes au regard du potentiel agricole du pays.

Les restrictions toujours très fortes opérées sur le crédit (réputé quatre fois plus cher que la moyenne européenne) obèrent l'activité des entreprises, surtout des PME, toujours soumises à des conditions d'emprunt drastiques, et même si le nombre de faillites a nettement diminué comparé à l'hécatombe intervenue en 2009 (133 000 fermetures), la part des prêts en souffrance dans le portefeuille total des crédits a de nouveau augmenté (15 % en 2011 contre 10 % en 2010).

Resté quasiment à l'identique en 2011 pour se situer à 7,6 % de la population active, le taux de chômage demeure l'un des moins élevés de la région, constat qu'il convient, comme chaque année, de nuancer. L'importance de l'émigration circulaire, et avec elle celle du travail saisonnier à l'étranger, les sorties de la période d'indemnisation des chômeurs qui ne sont donc plus comptabilisés, le chômage masqué qui règne dans les campagnes avec une forte surcharge agraire liée à la petitesse des parcelles agricoles (fonctionnement en autosubsistance), sont autant de facteurs qui alimentent une économie

parallèle importante et relativisent ce taux de chômage curieusement modeste d'autant plus qu'à ces éléments quasi-structurels se sont ajoutées, en 2010, les baisses de personnel opérées dans la fonction publique (-180 000 personnes). Le taux d'emploi demeure bas (50 % environ), pesant sur les rentrées fiscales. Les résultats attendus de la réforme du code du travail intervenue en 2010, qui visent notamment à accroître la flexibilité et à fluidifier le marché de l'emploi, ne sont pas encore au rendez-vous.

Alors que ses réserves de change ont légèrement augmenté parallèlement à une faible diminution du ratio d'endettement extérieur maintenu dans des limites raisonnables, laissant ainsi une certaine marge de manœuvre pour gérer le déficit de la balance des paiements courants, la Banque nationale roumaine n'a pas jugé nécessaire de modifier la politique de change adoptée voilà un an. La robustesse du leu par rapport à l'euro avec lequel la parité est demeurée à l'identique depuis un an a évité tout effet négatif sur la compétitivité.

L'inflation (6,5 % en moyenne annuelle en 2011) demeure soutenue en raison, d'une part, de la répercussion sur les prix de détail de la hausse des produits importés (essentiellement énergétiques et alimentaires) et, d'autre part, des effets de l'augmentation du taux de la TVA (elle est passée de 19 % à 24 % le 1^{er} juillet 2010). La pression inflationniste, l'une des plus élevées constatées dans les nouveaux Etats membres avec celle des trois pays baltes, ne devrait pas se relâcher selon le WIIW. Sous l'œil plus que vigilant du FMI, la politique budgétaire et fiscale demeure empreinte d'une extrême rigueur – dont le bien-fondé pourrait soulever quelques interrogations – dans le but évidemment de parvenir à une nouvelle réduction du déficit budgétaire d'au moins un point, condition systématique mise par l'institution de Bretton Woods à son soutien.

Le 12 mai 2011, la Roumanie a bénéficié d'une nouvelle facilité *stand-by* dans le cadre d'un accord « préventif » (montant mis à disposition, mais utilisé seulement en cas d'extrême nécessité) pour une somme de 5,4 milliards d'euros dont 3,5 accordés par le Fonds monétaire international et 1,5 par l'Union européenne (sur la base des engagements pris par Bucarest dans le cadre de son programme de convergence et suite à la procédure pour déficit excessif déposée à l'encontre du pays en avril 2009) et 400 millions par la Banque mondiale. Ce soutien vient conforter les efforts demandés aux autorités roumaines pour ramener le déficit des finances publiques à hauteur de 3 % du PIB en 2012 (contre 4,5 % en 2011), objectif présomptueux selon l'analyste Gábor Hunya au regard des élections, locales et législatives, qui doivent se tenir en 2012.

La thérapie de choc imposée au secteur public a manifestement porté ses fruits (coupes drastiques dans les rémunérations et les effectifs), réduisant sensiblement les dépenses salariales, tandis que la réforme du code du travail a permis, en soumettant toute embauche à un contrat de travail, d'améliorer la perception des contributions sociales : 78 000 emplois seraient ainsi « sortis du noir » selon le Premier ministre, Emil Boc.

D'autres économies budgétaires devraient pouvoir être obtenues dans le secteur de la santé, sous réserve que le gouvernement roumain juge opportun d'y procéder, ou encore que cette nouvelle réduction ne se retrouve pas annulée par les hausses concédées dans le secteur de l'éducation dont le personnel enseignant en grève en novembre 2011 réclamait haut et fort une augmentation d'un budget réduit à la portion congrue (2 % du total).

La fonction publique n'est pas seule à être dans la ligne de mire : le président Basescu a déclaré le 25 novembre que ses effectifs passeraient de 1,4 million de personnes à 1,1 million d'ici fin 2012 ! Fidèle à une autre de ses préconisations, Jeffrey Franks, chef de la mission du FMI en Roumanie, insiste pour hâter la privatisation de plusieurs grandes entreprises publiques au double motif que l'heure de vérité doit sonner pour celles qui multiplient pertes et arriérés – ceux-ci s'élèveraient à 5 % du PIB – tandis que la vente de celles qui dégagent d'importants bénéfices (distribution d'électricité notamment) permettrait d'enrayer la baisse des investissements étrangers.

Principaux indicateurs économiques

(Variations en % par rapport à l'année précédente, sauf mention contraire)

Bulgarie

	2007	2008	2009	2010	2011 (p)
PIB	6,4	6,2	-5,5	0,2	1,5*
PIB par tête (% de la moyenne UE-27, PPA)	-	44	44	43	-
Consommation des ménages	9,1	3,4	-7,6	-1,3	0,3*
Formation brute de capital fixe	11,8	21,9	-17,6	-16,5	-10*
Prix à la consommation	7,6	12	2,5	3	3,5*
Solde des administrations publiques (% du PIB)	1,1	1,7	-4,7	-3,2	-2*
Dette publique (% du PIB)	17,2	13,7	14,6	16,2	17**
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	6,9	5,6	6,8	10,2	11,3(a)
Exportations de marchandises	12,5	12,5	-23	33,3	22**
Importations de marchandises	18,1	14,7	-33,3	13,4	14**
Balance commerciale (millions d'euros)	-7246	-8597	-4175	-2413	-1500**
Balance courante (% du PIB)	-25,2	-23	-8,9	-1	2,6**
Dette extérieure brute (% du PIB)	94,3	104,9	108	101,8	-

Sources : WIIW ; * : novembre 2011 ; ** : juillet 2011 ; (a) prévision d'expert
(p) : prévision

Roumanie

	2007	2008	2009	2010	2011 (p)
PIB	6,3	7,3	-7,1	-1,3	2*
PIB par tête (% de la moyenne UE-27, PPA)	-	47	46	45	-
Consommation des ménages	12,0	9,0	-10,5	-1,6	0,5*
Formation brute de capital fixe	30,3	15,6	-25,3	-13,1	0*
Prix à la consommation	4,9	7,9	5,6	6,1	6,5*
Solde des administrations publiques (% du PIB)	-2,6	-5,7	-8,5	-6,4	-4,5*
Dette publique (% du PIB)	12,6	13,4	23,6	30,8	33**
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	6,4	5,8	6,9	7,3	7,6**
Exportations de marchandises	13,8	13,9	-13,6	28,1	24**
Importations de marchandises	25,4	11,3	-31,8	20	16**
Balance commerciale (milliards d'euros)	-17,8	-19,1	-6,8	-5,9	-3,9**
Balance courante (% du PIB)	-13,4	-11,6	-4,2	-4,1	-3,1**
Dette extérieure brute (% du PIB)	47	51,8	69,1	74,6	71,4***

Sources : WIIW ; * : novembre 2011 ; ** : juillet 2011 ; *** : janvier-mars 2011
(p) : prévision

Quatrième partie

Les Balkans occidentaux

Albanie, Bosnie Herzégovine, Croatie, Macédoine, Monténégro, Serbie *par Catherine Samary*

La terminologie « Balkans de l'Ouest » a été utilisée par l'Union européenne (UE) depuis 1999 dans le cadre d'une politique d'ouverture en direction des pays concernés. Et telle est ici sa fonctionnalité : ce chapitre n'est pas une approche purement géographique (sous cet angle on pourrait y ajouter d'autres Etats des Balkans occidentaux, la Slovénie ou la Roumanie, par exemple) ; il ne renvoie pas non plus à un passé commun des pays concernés, ni à une démarche actuelle de rapprochement politico-économique qui leur serait propre. Au contraire, la Croatie, notamment, se définirait plus volontiers comme appartenant à l'Europe centrale, par son passé préyougoslave, ou par son niveau de vie plus élevé. Et dans ces pays, le regroupement politique d'une région des Balkans est parfois rejeté (surtout dans les sphères actuellement dirigeantes) pour prendre de la distance vis-à-vis du passé yougoslave, voire se démarquer de l'arriération supposée des « peuples balkaniques » souvent catalogués – non sans un certain racisme – comme non-européens. Nous utilisons ici ce regroupement, parce que l'UE lui a donné une pertinence géopolitique depuis 1999 en ouvrant une perspective d'adhésion aux pays concernés, dans le cadre de critères communs.

En 1999, les Balkans occidentaux regroupaient cinq pays, car la Serbie et le Monténégro formaient depuis 1992 un seul Etat, la République fédérale de Yougoslavie (RFY). La scission du Monténégro et de la Serbie en a ajouté un sixième. Le Kosovo (dissocié des statistiques de la Serbie) est, depuis sa déclaration d'indépendance (février 2008), un septième Etat de ce même ensemble régional, également concerné par l'intégration européenne. Faute de statistiques suffisantes, il n'a pu être intégré ici comme les autres pays de cette région. Son indépendance n'a pour l'instant été reconnue ni par l'ensemble des Etats de l'UE (cinq sur les vingt-sept membres l'ont rejetée à ce jour), ni par l'ONU. Son statut incertain rend à son tour incertaines les frontières mêmes de la Serbie et affecte la stabilité de la Bosnie-Herzégovine, voire de la Macédoine. Il est difficile d'envisager dans le cadre de l'UE une recomposition et une coexistence viables des pays des Balkans de l'Ouest sans le Kosovo. Les impasses de son traitement à part illustrent particulièrement l'exigence d'une « cohérence régionale ».

La réalité de cette exigence a conduit l'Union européenne à faire émerger une politique régionale pour les Balkans occidentaux que nous évoquerons tout d'abord. Mais nous verrons ensuite ce qui la fragilise, produisant l'enlisement des quasi-protectorats qui se sont étendus, marqués par de profonds déséquilibres derrière les chiffres de la croissance comme de la crise de 2009. Il est loin d'être sûr que les principaux problèmes soient propres aux seuls Balkans occidentaux, même si ces derniers cumulent de lourds héritages.

1999, LA MISE EN PLACE PROGRESSIVE D'UNE POLITIQUE REGIONALE

Le contexte de 1999 était, en ce qui concerne les Balkans, celui de la guerre de l'OTAN (mars-juin 1999) concernant le Kosovo. Mais il était aussi marqué, dix ans après la chute du Mur de Berlin, par le big-bang de l'élargissement de l'UE vers les dix pays d'Europe centrale et orientale (PECO). La catégorie « Balkans occidentaux », apparue fin 1998 dans le vocabulaire d'une Union européenne inquiète de l'instabilité de ces Etats a désigné à partir de 1999 de potentiels candidats à l'adhésion, à la condition d'une stabilisation régionale. L'UE s'appuyait sur le big-bang vers les PECO pour rendre crédible cette « carotte » qui se combinait à l'interventionnisme militaire et à l'extension de protectorats euro-atlantiques.

A l'arrière-plan pesait l'issue spécifique de la guerre de l'OTAN vis-à-vis du Kosovo : la résolution 1244 du Conseil de sécurité de l'ONU qui la concluait plaçant la province sous le protectorat de l'ONU, non sans des ambiguïtés dont les traces restent perceptibles jusqu'à ce jour. Une politique et des instruments régionaux spécifiques et durables furent mis en place vers les républiques multinationales de l'ex-Yougoslavie (hormis la Slovénie plus ethniquement homogène qui s'était dégagée du bateau qui coulait) et l'Albanie : en 1999, l'UE entama avec eux le Processus de stabilisation et d'association (PSA), conçu explicitement dans une perspective de possible intégration. Il fut ratifié au Conseil européen en 2000 et, notamment, réaffirmé solennellement au Conseil européen de Thessalonique en 2003. « L'horizon européen » du PSA, sans garantie, se traduit par l'ouverture de trois étapes, dont les résultats sont soumis à ratification par les Etats membres : négociations et signatures d'accords de stabilisation et association (ASA) ; dépôt et acceptation du statut de candidat ; négociations d'adhésion dont les conclusions doivent être également ratifiées.

Dans ce cadre, les Etats concernés étaient soumis à des exigences s'ajoutant aux critères dits de Copenhague appliqués aux autres pays candidats, à savoir l'engagement à répondre aux demandes du TPIY (Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie) et à établir entre eux des projets coopératifs. En dehors des relations bilatérales, l'UE les a poussés à établir une zone de libre-échange balkanique unifiée. Parallèlement, leur adhésion au FMI leur ouvrait la porte des crédits *stand-by* dans le cadre des politiques de libéralisation que l'on connaît.

Les Balkans occidentaux ont bénéficié depuis 1999 de financements communautaires globaux (en dehors des accords bilatéraux), au titre des programmes PHARE, CARDS et autres fonds d'aide communautaire à l'agriculture, dans le cadre de l'Agenda 2000 (pour 2000-2006), pour un montant moyen de 3 120 millions d'euros par an. Pour la période 2007-2013, les financements passent par un Instrument de pré-adhésion (IAP) qui bénéficie aux candidats reconnus et aux candidats potentiels, y inclus l'Islande et la Turquie.

Quatre pays ont été à ce jour reconnus comme candidats : la Croatie et la Macédoine (ARYM, « Ancienne république yougoslave de Macédoine ») en 2005, le Monténégro en 2010, la Serbie en octobre 2011. Les négociations avec la Croatie, débloquées après l'arrestation du général Gotovina recherché par le TPIY, se sont heurtées jusqu'en 2009 à des différends frontaliers avec la Slovénie et à l'insuffisante transmission des dossiers au TPIY. Mais elles ont repris depuis et abouti le 30 juin 2011. Si le résultat est ratifié par tous les Etats membres, l'adhésion est prévue en 2013. Le projet devra aussi avoir été accepté par référendum en Croatie au début de 2012, ce qui est loin d'être assuré avec en arrière-plan une crise socio-politique majeure. Les négociations avec l'ARYM sont quant à elles confrontées au veto que met la Grèce à son intégration aux institutions euro-atlantiques, lié aux « querelles sur le nom ». Les négociations d'adhésion avec le Monténégro doivent encore s'ouvrir. Quant à la Serbie, si l'arrestation des anciens dirigeants serbes bosniens recherchés par le TPIY, Radovan Karadzic (en 2008), Ratko Mladic puis Goran Hadzic (en 2011) lui ont permis d'obtenir le statut de candidat, la Commission européenne a précisé que les négociations commenceront seulement lorsque Belgrade aura atteint « de nouveaux et significatifs progrès dans la normalisation de ses relations avec le Kosovo ». Les autres pays ont signé des ASA (en 2006 pour l'Albanie, en 2008 pour la Bosnie-Herzégovine) et l'accès aux pays de l'espace Schengen sans visa a été élargi. Les ratifications et avancées ultérieures restent bloquées par des tensions intérieures et conflits constitutionnels majeurs. L'Albanie, sans gouvernement depuis la contestation des élections de juin 2009, a connu de multiples manifestations populaires (faisant trois morts en 2011), scandales de corruption, contestations sur les fraudes électorales, bloquant jusqu'à ce jour les négociations. L'eupéanisation de la Bosnie-Herzégovine est quant à elle confrontée à la force de résistance des partis nationalistes croates et serbes qui bloquent les changements constitutionnels requis.

Quels que soient les satisfecit officiels concernant les progrès des négociations, la difficulté à sortir des quasi-protectorats qui se sont étendus se combine à une montée générale de l'insatisfaction des populations, y compris en Croatie. Vingt ans après la décomposition de l'ancienne fédération, les

nouveaux Etats qui ont émergé ont profondément transformé à la fois la citoyenneté, les droits nationaux et les rapports de propriété, donc les supports des anciennes protections sociales. Nulle part des processus constitutifs n'ont associé les populations concernées à la stabilisation des nouveaux Etats. Ceux-ci sont d'autant plus en manque de légitimité populaire qu'ils ont été associés à des dégradations sociales produisant un mécontentement croissant, souvent désespéré, qui s'est traduit par l'importance des abstentions aux élections ou par la montée des partis populistes xénophobes.

LES TRANSFORMATIONS STRUCTURELLES : POINTS COMMUNS OU SPÉCIFICITÉS ?

On situe les violences de la décomposition yougoslave par comparaison avec les scénarios du changement de système dans les PECO, après 1989-1991. Et l'on date souvent le début de la « transition » en Serbie à la chute de Slobodan Milosevic en 2000. Mais 1989 fut, comme ailleurs et pour toutes les républiques yougoslaves, le début du tournant néolibéral avec l'introduction à cette date d'une thérapie de choc inspirée par le FMI. Les premières lois de privatisation ont été, à cette époque, discutées et adoptées par une assemblée fédérale, où siégeait pour la Serbie Slobodan Milosevic qui était apprécié dans les sphères financières occidentales néolibérales.

Et les conflits avec Belgrade au Kosovo et en Croatie, comme les guerres de nettoyage ethnique qui ont ravagé la Bosnie-Herzégovine (1992-1995), s'inscrivent dans la « transition » et non comme des événements susceptibles de la bloquer, même si elle l'ont ralentie. On l'a vérifié dès que la paix de Dayton a été signée et les sanctions levées contre la Serbie, ce qui s'est accompagné d'une nouvelle phase de privatisations.

Comme partout ailleurs (sans doute plus dans l'ex-Yougoslavie, à cause de l'existence de droits d'autogestion associés à la propriété sociale et au caractère multinational de la plupart des républiques), les lois de transformation de la propriété ont été confrontées aux mêmes enjeux. Enjeux politiques : à quel Etat (dominé par quels partis ?) revient-il de privatiser et sur quel espace territorial ? Au bénéfice de qui ? Avec quelle légitimation ? Enjeux techniques : comment évaluer un capital social à privatiser sans marché du capital ? Dans toutes les républiques devenues indépendantes à partir de 1991, les lois fédérales ont été « nationalisées » par chaque pouvoir républicain, avec un contenu très largement étatiste... et tout autant clientéliste en Croatie qu'en Serbie.

Les lenteurs n'ont donc pas été seulement serbes, ni uniquement dues aux guerres balkaniques. Les normes néolibérales étaient particulièrement difficiles à appliquer, partout. C'est notamment vrai pour les grandes entreprises de l'ancien système, lieux de « socialisation » de biens et de services associés à l'emploi et dont les critères d'enregistrement et d'évaluation des résultats ne relevaient pas de prix de marché. Partout, sans aucune exception, la première moitié de la décennie de transition, voire, souvent, l'ensemble de la décennie 1990, a été marquée par ce que l'on a (rétrospectivement) appelé la grande crise systémique... Ce qui relativise le « retard » des Balkans...

De surcroît, deux ambiguïtés majeures ont affecté les pays des Balkans occidentaux, comme d'ailleurs tous les pays en transition : d'une part, celle des étiquettes politiques gardant un référent « socialiste » ou social-démocrate tout en couvrant des basculements radicaux d'une part importante des appareils des anciens partis uniques au pouvoir vers les privatisations et l'insertion dans l'ordre mondial néolibéral ; d'autre part, et c'est tout aussi important, celle concernant les privatisations de masse, sans apport de capital, qui ont été la dominante des années 1990, de l'ex-URSS aux Balkans, en passant par les pays de l'Europe centrale. Seules la Hongrie et l'Estonie ont alors choisi de vendre les fleurons de leur industrie à des *outsiders* (propriétaires extérieurs aux entreprises) dotés de capitaux réels (donc essentiellement étrangers). Partout ailleurs, sous des formes variables, les privatisations ont pris la forme de transformations juridiques et de partages souvent opaques de l'ancienne propriété sociale

entre *insiders* (travailleurs et directeurs des entreprises privatisées) et Etats avant que ces derniers ne procèdent à d'autres étapes, souvent clientélistes, de privatisation.

Ces ambiguïtés donnent sens à des néologismes (*réfo*, *démo*...) pertinents pour l'analyse des transformations à l'œuvre dans les Balkans de l'Ouest. Les « transitions guerrières », sous l'étiquette « socialiste » de Slobodan Milosevic, ou « démocratique » de Franjo Tudjman, se ressemblent. Les deux ont partagé, depuis le début de la décennie 1990, des difficultés, piétinements, opacités, montages financiers de la « transition pacifique ». Et les conflits portant sur la première loi de transformation de la propriété dans la Slovénie indépendante ont laissé le pays sans lois de privatisation pendant plusieurs années. A ce propos, si l'on devait dater le début de la transition de l'application stricte des préceptes du Consensus de Washington repris par la Commission européenne, il faudrait considérer hors transition la Slovénie des années 1990, aussi bien en ce qui concerne le soutien par l'Etat des grandes entreprises que du contrôle du système bancaire et de la place limitée des investissements directs étrangers (IDE), alors que sa politique est loin d'avoir été un échec (avec le plus haut PIB par habitant des PECO, à 90 % de la moyenne de l'UE). Mais les pressions sur la Slovénie pour qu'elle se mette aux normes ont persisté. Et, comme l'a souligné l'économiste slovène Joze Menciger, c'est paradoxalement à la veille d'une crise mondiale qui mettait à l'ordre du jour un renflouement des banques par l'Etat que le tournant vers leur privatisation a dû s'effectuer.

Il est vrai en revanche que la transition a connu non pas un début, mais une nouvelle étape (post-Milosevic et post-Tudjman) dans les années 2000 dans les Balkans occidentaux. Mais celle-ci s'inscrit dans une radicalisation néolibérale des politiques de privatisation prônées par les institutions internationales et européennes, en faveur des financements par IDE, que la crise en cours est en train d'accentuer contre tout ce qui n'a pas encore été privatisé. Le tournant stratégique s'est effectué, à la fin des années 1990, dans le cadre de la signature des accords internationaux de libéralisation des services financiers bancaires. En Europe de l'Est et du Sud-Est, la privatisation des banques s'est effectuée en même temps que cette ouverture au capital étranger et alors que la transformation des fonctions des Banques centrales était sous la pression des critères de Maastricht. Dans le contexte d'une insuffisance organique de capital « endogène » pour privatiser l'économie (héritée des fonctions limitées de la monnaie dans l'ancien système), les nouvelles banques privées ont été – sauf en Slovénie – ouvertes à plus de 80 % en général aux banques occidentales, ce que la perspective d'intégration européenne de ces pays a favorisé. Le financement de la croissance par endettement auprès de ces banques a été vanté comme solide jusqu'à la crise, en raison de la présence occidentale supposée compétente.

CROISSANCE, CRISE ET REPRISE ?

Les Balkans occidentaux ont connu une croissance dans les années 2000 supérieure à celle de la « vieille Europe ». Mais, derrière les chiffres, les gaspillages bureaucratiques et la corruption qui ont, avec le règne du parti unique, miné l'ancien régime, n'ont pas été réduits mais augmentés avec la libéralisation marchande et les privatisations, alors que les inégalités et un chômage de masse se sont installés. Les crédits en devises étrangères, et parfois un soutien public inefficace, pris entre pressions électorales et application des critères du FMI, ont soutenu une croissance cachant d'importants déficits extérieurs courants. Les situations sont certes différenciées. La Croatie, à l'écart des quasi-protectorats, est dotée d'un PIB par habitant plus élevé que les autres pays. Mais cela ne l'a pas protégée de la crise de 2009 et d'une insatisfaction populaire au moins aussi forte que celle qui les affecte. Dans l'ensemble, alors que la dépendance des Balkans de l'Ouest vis-à-vis de l'Union européenne est devenue essentielle, les risques de nouvelles contractions des crédits bancaires et les effets d'une politique générale récessive dans l'UE forcent à être très prudent dans les évaluations de croissance pour les deux années à venir.

Albanie

L'Albanie était sortie de l'ère communiste dictatoriale avec une très grande pauvreté, mais aussi une grande égalité de situations dans la population. Elle a de plus été marquée par l'impact des évolutions dans le Kosovo voisin. Le tournant vers la monétisation et la marchandisation de l'économie avait entraîné, à la fin de la décennie 1990, l'effondrement de pyramides financières et une grave crise bancaire, assortie d'émeutes et d'une récession majeure. Son système bancaire privatisé à 100 % de ses actifs était, pour 92,4 % de ces derniers, sous contrôle étranger à la fin de 2010, indique la BERD.

De 1998 à 2008, le pays a connu une croissance forte d'environ 6 % par an et a été le seul (avec la Pologne) des pays d'Europe centrale et orientale à connaître une croissance positive et à peu près stable (d'environ 3,3 %) en 2009, mais avec l'un des PIB par habitant les plus faibles d'Europe et un taux de chômage qui a augmenté en 2009 (13,8 % contre près de 13 % l'année précédente). Dans un contexte préélectoral tendu en 2009, le gouvernement a préféré différer la négociation d'accords avec le FMI et accroître ses dépenses pour tenter de gagner les élections (contestées). La conséquence en a été l'augmentation de la dette publique, devenue la plus forte constatée dans les Balkans occidentaux avec plus de 61 % du PIB en 2009, que seule celle de la Hongrie, parmi les nouveaux membres de l'UE, a dépassée. Depuis lors, à nouveau sous la pression du FMI, l'Albanie doit recourir aux recettes traditionnelles pour comprimer un déficit budgétaire de 7 % du PIB en 2009 : privatisation de ce qui subsiste du secteur public (notamment dans les télécommunications), baisse des salaires, hausse de la TVA, mais faibles impôts sur le capital pour attirer les IDE, notamment dans le secteur minier.

En 2010, la croissance a été la plus forte de la région (environ 4 %) et principalement fondée sur une augmentation majeure des exportations nettes (avec 75 % des échanges du pays réalisés avec l'Union européenne, essentiellement avec l'Allemagne et l'Italie). Les excédents commerciaux ont été globalement favorisés par la baisse du taux de change de la monnaie nationale (le lek) vis-à-vis de l'euro et du dollar qui diminuent le prix des exportations de matériel de construction, métaux et énergie hydraulique. En ce qui concerne cette dernière, les conditions climatiques ont été particulièrement favorables, non sans poser par ailleurs des problèmes d'inondations récurrentes.

Mais la croissance, tempérée par une hausse forte des importations (17 % en produits alimentaires, pièces détachées et biens d'équipement), s'accompagne d'une hausse du taux du chômage (15 % en 2010) et reste inférieure à son niveau d'avant la crise, malgré des signaux optimistes donnés par l'évolution des crédits d'investissements et des ventes d'automobiles. Les scandales de corruption sont récurrents, aggravant les tensions sociales face à une pauvreté endémique. La consommation privée a été affectée par la baisse des revenus envoyés par la diaspora à l'étranger (essentiellement utilisés à cette fin) qui, avec la hausse du chômage et la récession qui menace dans l'UE, risque de peser également en 2012 et 2013. Avec une forte agriculture de subsistance, ce n'est pas de faim mais de froid et du manque de soins qu'on meurt en Albanie... D'accidents du travail également, notamment chez les mineurs qui permettent de dégager des excédents à l'exportation et de forts profits. En 2008 comme en juillet 2011, ils sont descendus à 1 400 mètres sous terre pour protester, appuyant leurs demandes sur des grèves de la faim : ils exigeaient de la société autrichienne, devenue propriétaire des mines de chrome de Bulqize, un départ à la retraite avancé à 50 ans (et non aligné sur les 65 ans en vigueur en dépit de conditions de travail désastreuses), avec une augmentation des dépenses de sécurité, des salaires et des pensions : « Nous voulons atteindre au moins le niveau de protection dont nous jouissions à l'époque du communisme » disent-ils aujourd'hui, eux qui s'étaient mobilisés contre l'ancien régime à sa chute !

La gravité de la situation sociale se double d'une crise politique majeure : l'absence de gouvernement depuis les élections de juin 2009, assortie de scandales de fraudes, corruption et violences.

Bosnie-Herzégovine

Quinze ans après les accords de Dayton et de Paris qui ont mis fin aux guerres de nettoyage ethnique, la Bosnie reste « une et divisée », « souveraine » et enlisée dans un quasi-protectorat. Les risques persistants d'éclatement sur des bases nationalistes (serbes et croates) sont-ils causes ou effets d'un tel enlèvement ? Quoi qu'il en soit, le taux de chômage est le révélateur d'échecs socio-économiques qui fragilisent davantage encore les sentiments d'appartenance à un espace politique commun. Celui-ci est en effet resté supérieur à 23 % sur la base d'enquêtes emploi (supérieur à 40 % sur d'autres bases) qu'il y ait eu croissance – entre 2005 et 2008, en moyenne 5 % par an – ou récession (-3 % en 2009). Le taux de chômage remonte même au-dessus de son niveau de 2009, quel que soit le mode de calcul, avec la faible reprise escomptée de 0,9 % en 2010 et de 2 à 3 % pour 2011 et 2012.

La chute des recettes fiscales, associée à la récession, s'est doublée d'une contraction des dépenses publiques, alors que l'investissement privé (antérieurement soutenu par des micro-crédits) s'est effondré. Le secteur bancaire a globalement subi des pertes en 2010 (avec une augmentation à 12 % des prêts non-performants annoncée). De nombreuses entreprises de grosse ou petite taille ont connu des faillites et beaucoup ont dû arrêter leurs activités en Lybie.

Les privatisations des banques (94,5 % des actifs étaient contrôlés par les banques étrangères à la fin de 2010), les IDE dans le domaine des grandes surfaces, et la libéralisation du commerce dans le cadre de l'utilisation du mark convertible (dénomination officielle de la monnaie de Bosnie-Herzégovine, convertible en euros, gérée par les soins de la Banque centrale allemande) ont creusé un déficit commercial considérable qui a nourri un déficit courant structurel. Alors que le pays exporte son bois brut, la volonté de protéger son industrie du meuble a été invalidée sous la pression du FMI et, au lieu de financer son agriculture, le pays est conduit à des importations nettes de produits alimentaires.

Le nombre de pauvres s'est accru sous la pression des politiques d'austérité budgétaire et des pertes d'emplois, alors que les envois de fonds de l'étranger se sont réduits avec la crise, l'ensemble pesant sur la baisse de la consommation. La reprise fragile est fondée sur une augmentation des exportations, notamment dans la branche des métaux et produits de la métallurgie ou les services, mais étant donné l'importance des importations, la contribution du commerce extérieur à la croissance est faible.

La dette publique est très inférieure à celle de l'Albanie et demeure très en dessous du seuil de Maastricht ; mais elle est passée d'environ 30 à 38 % du PIB entre 2008 et 2011 (sur la base des définitions nationales), notamment compte tenu des pensions versées aux vétérans de la guerre de 1992-1995 par chaque entité constitutionnelle largement autonome, au sein de la Bosnie-Herzégovine (la Republika Srpska, à dominante serbe, et la Fédération croato-musulmane dite « Fédération »). Elle est en partie financée par l'émission de titres par les gouvernements de chaque entité.

Le pays traverse sa plus grave crise politique depuis la fin de la guerre en 1995, ce qui a entraîné la suspension des financements du FMI comme de l'UE, ainsi que de toute avancée des négociations d'adhésion, les partis nationalistes croate ou serbe bloquant de fait les institutions centrales et l'avancée constitutionnelle vers une unification du pays. La Bosnie-Herzégovine s'est ainsi retrouvée sans gouvernement, puis sans budget, depuis les législatives d'octobre 2010.

Croatie

Après une récession de 6 % en 2009, la Croatie a connu une nouvelle contraction en 2010 (évaluée à 1,2 %), à peine atténuée par la reprise du tourisme et de certaines exportations. Ce sont les chantiers navals, encore très soutenus par l'Etat, malgré les critiques formulées à cet égard dans une logique néolibérale, qui sont les principales sources de croissance, mais aussi de vulnérabilité. C'est en effet dans ce même secteur principal d'exportation que le pays, après avoir connu une croissance soutenue

en 2010, s'est trouvé confronté à une chute de 30 % de la production de ses chantiers navals au début de 2011, non sans rapport avec le processus de désengagement de l'Etat et de privatisation accompagnant la phase finale des négociations d'adhésion à l'Union européenne. Etroitement dépendant de ce secteur, le pays a donc connu, contrairement à d'autres de la région, une contraction globale qui affecte ses exportations en même temps que tous les postes de la demande intérieure. Mais la baisse encore plus considérable des importations (liée à celle de la demande intérieure) a limité le déficit commercial et le déficit courant persistants (ce dernier représentant 2,5 % du PIB). La croissance attendue à 1 % en 2011 sera donc faible, car tributaire du tourisme pour l'essentiel et, de façon modérée, de la demande extérieure, elle-même dépendante de la croissance dans l'UE. Quant à la demande intérieure, elle demeure faible et associée à un très fort chômage. Les prévisions de croissance pour 2012 sont de l'ordre de 2 %.

En 2010, le flux des IDE, principalement orientés vers le secteur financier et l'industrie chimique, a été inférieur d'un tiers à celui de 2009 (qui avait lui-même chuté de 50 % par rapport à l'année précédente, selon le rapport de la BERD de 2010). De plus, une bonne partie des revenus générés par ces investissements ne sont pas réinvestis et creusent le déficit courant en sortant du pays. En conséquence, la dette extérieure, très élevée, a atteint le chiffre de 101,1 % du PIB en 2010, un peu supérieur à celui de décembre 2009. Elle est due, pour l'essentiel, à l'endettement des entreprises et, seulement pour environ 13 % du total en 2010, à la dette publique. Tous les postes de la production de services ou de biens manufacturés ont été en chute, notamment les constructions immobilières (avec la baisse de la demande des ménages confrontés aux baisses des revenus et à la hausse des taux d'intérêt), ainsi que les investissements prévus dans les infrastructures, remis en cause sous contraintes budgétaires.

La contraction de la production dans tous les domaines s'est traduite par une hausse importante du taux de chômage qui a atteint 11,8 % en moyenne (enquêtes emploi) en 2010 et une compression des salaires réels perceptible depuis deux ans qui s'est poursuivie en 2011.

Le budget a dû être révisé en août 2010 pour prendre en compte les effets de la récession (qui touchait encore la Croatie à cette date). Aussi le déficit pour 2010 a-t-il dépassé les 3,3 % fixés antérieurement pour atteindre 4,3 % selon le ministre des Finances (5 % selon le FMI). Pour 2011, année électorale, le déficit est attendu à 6 % du PIB. Le gouvernement croate a présenté en octobre 2010 un projet concernant les principes de la politique économique et fiscale pour 2011-2013, qui postule une réduction du déficit public à 1,9 % graduellement d'ici 2013 (fondée sur des estimations de croissance de 1,4 %, 2 % et 2,5 % pour les trois années considérées). Par ailleurs, la Loi de responsabilité fiscale appliquée depuis janvier 2011 envisage une réduction des dépenses budgétaires pour atteindre un équilibre ou un excédent primaire. Tout cela doit néanmoins être relativisé au regard des critères de l'UE, la dette publique restant faible, bien qu'elle soit passée de 31 % du PIB en 2008 à 39 % en 2010, très en dessous du seuil de Maastricht.

Dix grands projets d'investissements dans les infrastructures devaient commencer en mars 2011, mais n'avaient pas encore trouvé de financements. Le système bancaire a été très radicalement privatisé (avec 4,1 % des actifs contrôlés par l'Etat et 91 % par les banques étrangères, à la fin de 2009). Le taux de prêts non performants sur l'ensemble des crédits accordés s'est accru de 7,8 % en 2009 à 11,2 % en 2010 et celui concernant les entreprises est passé de 13 % à 18 %, avec des prévisions pessimistes du FMI pour 2011 à ce sujet. Cela n'empêche pas le secteur bancaire de dégager des profits. La tendance à voir croître les dépôts en devises au détriment de ceux qui sont effectués en monnaie nationale (la kuna) accentue l'« euroisation » du pays (avec une part de dépôts en euros passant de 70 % à 81 % en 2010).

La fin des négociations d'adhésion ouvre les portes de l'Union européenne à la Croatie en 2013 (après ratification par les vingt-sept membres). Mais il règne une grande incertitude, à la fois sur cette ratification et sur les réponses de la population croate au référendum envisagé en janvier 2012 sur cet enjeu. Le pays a connu des vagues importantes de grèves, pétitions et mouvements sociaux divers

depuis deux ans, qui manifestaient des critiques envers les privatisations ou exigeaient la gratuité pour l'éducation. La crise sociale est doublée d'une « crise de représentation politique » qui est loin d'être propre à la seule Croatie, de même que les affaires de corruption (qui ont entraîné notamment la démission en juillet 2009 du Premier ministre Ivo Sander). Le défilé de 15 000 vétérans de la guerre du début des années 1990 a exprimé des protestations contre l'arrestation d'officiers croates remis au TPIY, ce qui est, à juste titre, associé aux pressions de l'UE. Mais la Croatie est aussi marquée par une vague de « révolutions Facebook » qui place le centre de gravité des préoccupations sur le chômage, les droits sociaux, les inégalités, et qui attribue la crise à l'incompétence et à la corruption de la classe dirigeante, avec un questionnement croissant sur les politiques européennes.

Macédoine

L'ARYM a été affectée dans les années 1990 dans ses échanges extérieurs par les effets des sanctions contre la Serbie et par les mesures de représailles économiques prises par la Grèce à son encontre. Elle a connu un nouvel effondrement de sa croissance avec la crise de 2001, marquée par les conflits violents avec la minorité albanaise du pays qui revendiquaient plus d'autonomie et d'égalité de statut. Un cessez-le-feu a été établi, sous l'égide de l'OTAN et de l'ONU, débouchant sur les accords constitutionnels d'Ohrid qui élargissaient les droits des minorités. A partir de 2003 et jusqu'à la crise de 2009, le pays a renoué avec une croissance annuelle d'environ 5 %, sans *boom* du crédit ni, donc, de fort endettement, tout en étant frappé par un taux de chômage qui atteignait près de 35 % en 2007.

La crise de 2008-2009 a semblé moins l'affecter que d'autres pays, avec une diminution du PIB de seulement 0,9 % en 2009, suivie d'une faible reprise à 0,7 % pour 2010. En conséquence, le taux de chômage est resté, lui aussi, relativement stable, même s'il a connu une faible décrue (peut-être associée à une baisse de la population enregistrée comme active), qui l'a cependant laissé au-dessus de 30 %. L'activité économique reste globalement atone à cause de la faiblesse de la demande interne, bien qu'elle ait été plus forte que prévu au début de 2011 grâce à de meilleures exportations. Mais le pays est très vulnérable aux turbulences de l'UE et de la Grèce, notamment, ce qui force à un pronostic de récession en Macédoine pour 2012 et 2013.

Le gouvernement a réagi à la crise mondiale par une politique anticyclique fondée sur un soutien de la consommation rendu possible par un faible déficit des finances publiques (inférieur à 3 % du PIB en 2009 et 2010), dans le contexte d'une monnaie fixée sur l'euro (*peg*). La dette publique a pour sa part augmenté, tout en restant inférieure à 35 % du PIB. La dette extérieure, plus élevée, a atteint 62,4 % du PIB et devrait augmenter suite à un nouveau prêt du FMI et à la détérioration du déficit courant. Notons par ailleurs que le système bancaire a été massivement privatisé et que l'Etat ne détenait plus, à la fin de 2009, que 1,4 % des actifs bancaires contre plus de 93 % pour les banques étrangères.

Pour la troisième fois de suite, en octobre 2011, la Commission européenne a déclaré que l'UE devait commencer les négociations d'adhésion avec la Macédoine. Pourtant, elle maintient ses critiques, notamment envers l'insuffisante indépendance de la justice et des médias, ainsi qu'au sujet de la corruption, le système électoral et les droits des minorités. Mais le principal obstacle aux négociations a trait à la question du nom et aux actes jugés provocateurs à ce sujet à l'égard de la Grèce voisine. Face au veto grec persistant, la Commission a demandé aux deux parties de « trouver une solution dans les plus brefs délais ». Parallèlement, les tensions politiques persistent entre les partis représentant les communautés nationales du pays, ce qui pourrait provoquer des élections anticipées. Le mécontentement social prend de plus en plus d'importance. Les inégalités dans l'emploi selon les communautés (perçues comme preuve de la non-application des accords d'Ohrid sous surveillance de l'UE) et l'impact probable de la crise grecque affectent la crédibilité et le pouvoir d'attraction de l'Union européenne.

Monténégro

En novembre 1999, l'adoption du deutschemark par le Monténégro, alors qu'il était encore, avec la Serbie, l'une des deux républiques de la République fédérale de Yougoslavie, lui a permis de bénéficier d'avantages économiques et financiers. Ces derniers correspondaient, du point de vue de l'Union européenne, à des visées politiques de court terme : isoler le régime de Belgrade. Mais cette dynamique économique était, de fait, contradictoire avec le maintien d'un cadre yougoslave que l'UE et l'ONU voulaient préserver afin d'y appliquer le statut d'autonomie du Kosovo « dans le respect des frontières existantes », prôné par la résolution 1244 du Conseil de sécurité de l'ONU. La dualité monétaire ne pouvait qu'accélérer au contraire la volonté du Monténégro, manifeste au cours des années 1990, de se dissocier de la Serbie pour réaliser à son propre bénéfice les privatisations (notamment dans le domaine du tourisme, du contrôle de l'aéroport de Podgorica et des échanges extérieurs en devises). Pendant l'embargo contre la Serbie, d'importants trafics (notamment de cigarettes) se faisaient déjà en deutschemarks, avant que celui-ci ne devienne monnaie légale en 2001, puis soit remplacé par l'euro en 2002. Les pressions de l'UE pour maintenir un « Etat de Serbie-Monténégro » après la chute de Slobodan Milosevic ont fait long feu. Depuis son indépendance de juin 2006, comme au Kosovo, l'euro est la monnaie officielle du Monténégro. Ce qui met ces deux pays dans une situation inédite d'euroisation unilatérale (parfois comparée à des dollarisations analogues en Amérique latine) sans qu'ils soient membres de l'UE, situation *de facto* fonctionnelle : en effet, l'Union n'autorise les pays considérés ni à émettre de l'euro, ni à être représentés dans les structures gérant l'euro, et leur donne la capacité de mener une politique monétaire autonome.

Le Monténégro est devenu très dépendant des importations, dont la forte croissance a accompagné celle du PIB, elle-même stimulée par l'endettement des entreprises et des ménages en 2007 et 2008. Il a subi le choc de la crise de 2009, avec une récession de près de 6 % après un taux de croissance de plus de 10 % en 2007 et d'environ 7 % en 2008 (qui lui avait permis de dégager un excédent budgétaire au cours de ces deux années). La récession a affecté tous les secteurs de l'économie, notamment l'industrie et les banques qui avaient soutenu la croissance par endettement. Si une faible reprise de 0,5 % a été annoncée en 2010 (de l'ordre de 2 % espérée en 2011), elle reste très tributaire de la croissance de l'UE et de la Serbie qui est son premier partenaire économique avec l'Allemagne et la Grèce.

La dépendance vis-à-vis des importations de produits alimentaires et énergétiques en euros a contribué à une hausse de l'inflation en 2007, et surtout en 2008, qui s'est réduite par la suite pour les biens de consommation, passant à 3,4 % et 0,5 % en 2009 et 2010, et s'est même transformée en déflation dans l'industrie (chutes des prix respectives de près de 4 % et 1 %) au cours de la même période. Pour sa part, le déficit courant persiste et reste supérieur à son niveau d'avant 2007, mais il diminue depuis 2008. Il est ainsi passé de 50 % du PIB en 2008 à environ 30 % en 2009, puis 26 % en 2010, grâce à la chute des importations en 2009 et à leur quasi-stagnation en 2010, alors que les exportations ont connu un retour à la croissance d'environ 20 % en 2010, après leur forte baisse de l'année précédente. Soulignons que l'activité économique du Monténégro est fortement dépendante des services, notamment des activités de tourisme.

Le flux des IDE a augmenté en 2009 grâce à la privatisation partielle du secteur de l'énergie. Il est revenu en 2010 à son niveau d'avant la crise (soit deux fois moins élevé qu'en 2009), principalement en raison de la recapitalisation des banques commerciales durement affectées par la crise. Le système bancaire, qui a été totalement privatisé, 88,4 % des actifs étant détenus par des banques étrangères à la fin de 2010 selon le dernier rapport de la BERD, a connu une grave crise, revers d'une surchauffe du crédit en devises durant la phase de croissance. Les actifs bancaires ont chuté de 12,5 % en août 2009 par rapport à l'année précédente, les crédits se contractant de 9 % et les dépôts (tous en devises) de plus de 26 % (selon le rapport de la Banque centrale du Monténégro).

Parallèlement, l'excédent budgétaire des années 2007 et 2008 s'est transformé en un déficit de 3,5 % du PIB en 2009 et de 3 % en 2010, ce qui a conduit le Monténégro à négocier un prêt de la Banque mondiale (de 60 millions d'euros) pour octobre 2011. La dette publique a augmenté entre 2009 et 2010, passant de 29 % du PIB à 38 %, mais est restée à un niveau bas pour les normes européennes (sachant que la méthodologie n'est pour l'instant pas alignée sur les critères de l'Union européenne).

Des élections anticipées organisées en temps de crise ont été accompagnées de politiques de soutien de secteurs industriels prioritaires (comme une grosse entreprise de production d'aluminium menacée de faillite et dont les exportations sont essentielles pour le pays). Cette politique a atténué la hausse des licenciements, le taux de chômage passant néanmoins de 19,3 % en 2009 (son niveau de 2007) à près de 20 % en 2010.

Reconnu candidat officiel à l'entrée dans l'UE depuis 2010, le Monténégro espère que le début des négociations d'adhésion, escompté en décembre 2011, lui apportera des financements. La Commission européenne a effectivement déclaré en octobre 2011 qu'elle recommandait l'ouverture de ces négociations, tout en soulignant la nécessité de lutter contre la corruption et le crime organisé. Il n'est pas sûr que les perspectives d'adhésion compenseront, dans la perception populaire, les effets d'une situation économique et sociale dégradée.

Serbie

Les chiffres relatifs à l'évolution de l'économie serbe font l'objet d'une grande incertitude. Il y a quelques mois, on évaluait à 3 % la récession serbe en 2009, suivie d'une reprise dès 2010 estimée à 1,8 %. Mais ces chiffres sont actuellement remis en question : la chute de la croissance pourrait avoir atteint environ 6,5 % en 2009 selon le rapport de juillet du WIIW, qui met donc en garde contre les chiffres de ses propres tableaux tirés des statistiques nationales. Le même rapport de juillet estime également qu'au lieu de la croissance de 1,8 % indiquée pour 2010, la Serbie pourrait avoir connu une deuxième année de récession. Au total, la production aurait baissé de 20 % entre novembre 2007 et novembre 2010. Toutefois, le WIIW comme le FMI et, plus largement, le « consensus des experts », maintiennent toujours la prévision d'une croissance de l'ordre de 2,5 % pour 2011, avec des évaluations comprises entre 3 et 4 % pour 2012 et 2013 ; la BERD, compte tenu des tendances récessives dans l'Union européenne, penche plutôt pour des chiffres de l'ordre de 2 %. Les sources de la croissance sont en tout état de cause fragiles : les investissements ont continué de chuter en 2010, même si la consommation a été faiblement soutenue. Les exportations ont connu une forte augmentation, favorisée par des compressions salariales et la dévaluation du dinar par rapport à l'euro et au dollar, de la fin de 2008 jusqu'au début de 2011 ; parallèlement, les importations ont chuté, puis repris plus faiblement que les exportations, ce qui permet une diminution du déficit de la balance commerciale, la balance des services étant à peine excédentaire en 2009 et 2010. Dans l'ensemble, la demande intérieure étant sous la pression de la hausse du chômage, le maintien de la croissance est très dépendant des débouchés extérieurs et d'investisseurs dans les branches exportatrices (avec par exemple l'espoir d'investissements de Fiat, encore incertains).

La reprise, si elle est confirmée pour 2011, ne sera pas créatrice d'emplois, alors que le pays a déjà subi une baisse d'au moins 15 % de l'emploi dans tous les secteurs entre octobre 2008 et octobre 2010 (soit une perte d'environ 400 000 postes et un taux de chômage proche de 20 %). Par ailleurs, l'inflation s'est accélérée depuis le milieu de 2010 pour atteindre un chiffre proche de 10 % par an. Cela pourrait inciter à une politique monétaire restrictive défavorable à la croissance, bien que la proximité des échéances électorales puisse atténuer ce risque.

La dépréciation monétaire n'a pas que des avantages : elle affecte la valeur de l'épargne des Serbes, constituée à plus de 98 % de devises, et augmente les défauts de paiement pour la grande masse des crédits libellés eux aussi en devises. D'autre part, elle augmente la valeur des biens importés, notamment alimentaires, pesant sur l'inflation. L'autre source d'inflation et de baisse de pouvoir d'achat concerne les biens de base (loyers, énergie, eau...) dont les prix, antérieurement régulés pour des raisons sociales, ont été augmentés, quand beaucoup d'autres se sont vu appliquer la TVA introduite depuis 2005 (alors que les impôts sur les revenus baissaient).

Confrontés à la récession, donc à la hausse du déficit public en 2009 (4,5 %) et 2010 (4,4 %), les pouvoirs publics ont été soumis aux politiques d'austérité imposées, dans le cadre d'un accord *stand-by*, par le FMI. Comme on le lisait dans le chapitre du *Tableau de Bord 2010* relatif à la Serbie, « l'objectif convenu avec le FMI est de ramener, d'ici 2015, les parts des salaires dans le secteur public et des pensions à 8 % et 10 %, alors qu'elles atteignaient respectivement 10,4 % et 13,4 % du PIB en 2009 ». Et la loi sur le budget votée en octobre 2010, dans le cadre de ce même accord avec le FMI, « doit ramener le déficit budgétaire à 1 % du PIB d'ici 2015 ». Toutefois, il convient de remarquer que la dette publique (de l'ordre de 36 % du PIB en 2010) est bien en dessous des normes de Maastricht.

Les difficultés de financement du déficit public par les marchés ont poussé le gouvernement à se tourner vers les banques (dont les crédits pour l'Etat ont été multipliés par 8,3 entre septembre 2008 et juillet 2010), alors que le taux d'impôt sur les sociétés, ramené en 2004 de 14 % à 10 %, est l'un des plus bas d'Europe (proche de celui du Monténégro et de la Bosnie-Herzégovine). Force est de constater que tout se passe comme si la politique d'attractivité pour les IDE, considérés comme une source de financement essentielle, se faisait au détriment de la stabilité des finances publiques et d'une fiscalité redistributive. Les tensions sociales créées par ces politiques, aggravées par le creusement des inégalités et la corruption, sont donc croissantes. En octobre 2010, le pouvoir a été obligé de retirer son projet de loi sur les retraites, et les accords noués avec le FMI seront sous la pression des élections.

Par ailleurs, il faut signaler que la politique de réévaluation de la monnaie, menée en 2011 pour atténuer les tensions inflationnistes, a l'inconvénient de ralentir la croissance des exportations (par ailleurs affectée par les risques de récession dans l'UE), sans que le relais soit pris par des politiques de soutien de la demande intérieure.

La politique de privatisation du système bancaire grâce à l'apport des IDE se poursuit. Plus de 75 % des actifs étaient détenus par les banques étrangères à la fin de 2010. Mais comme en Slovaquie, et à la différence de tous les autres pays balkaniques, environ 16 % des actifs restaient encore sous contrôle de l'Etat à cette date, selon le *Transition Report* de la BERD. Les profits bancaires, favorisés par des taux d'intérêt élevés (notamment pour les crédits au gouvernement), résistent bien aux défauts de paiement croissants. Mais il faut signaler la faiblesse persistante des crédits alloués à l'élevage ou aux industries agroalimentaires du pays, frappés d'une forte sous-utilisation des capacités.

L'arrestation en 2011 de Ratko Mladic et de Goran Hadzic a levé des obstacles essentiels à la candidature de la Serbie. Mais les négociations elles-mêmes et leur aboutissement restent pourtant confrontés à l'enjeu du Kosovo... et à l'état de l'Union européenne elle-même, pour ne pas parler du scepticisme et des désillusions populaires.

Principaux indicateurs économiques

(Variations en % par rapport à l'année précédente, sauf mention contraire)

Albanie

	2007	2008	2009	2010	2011 (p)
PIB	5,9	7,7	3,3	4	4,1
PIB par tête (% de la moyenne UE-27, PPA)	–	26	28	28	–
Consommation des ménages	10,7	6,7	3	3	4
Formation brute de capital fixe	5,5	9,5	5	-7	2
Prix à la consommation	2,9	3,4	2,3	3,5	4
Solde des administrations publiques, définition nationale (% du PIB)	-3,5	-5,5	-7	-3	-4
Dette publique, définition nationale (% du PIB)	53,9	55,2	61,6	61	61
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	13,5	13	13,8	15	15
Exportations de marchandises	24,7	16,7	-18,2	56,1	15
Importations de marchandises	26,2	15,9	-8,8	6,5	11
Balance commerciale (millions d'euros)	-2104	-2431	-2304	-2083	-2250
Balance courante (% du PIB)	-10,6	-15,5	-15,5	-11,9	-11,8
Dette extérieure brute (% du PIB)	26,8	34,9	38,4	41,8	–

Sources : WIIW, juillet 2011 ; (p) : prévision

Bosnie-Herzégovine

	2007	2008	2009	2010	2011 (p)
PIB	6,2	5,7	-3,0	0,9	2,3
PIB par tête (% de la moyenne UE-27, PPA)	–	26	27	27	–
Consommation des ménages	5,9	6	-3,9	-0,1	0,2
Formation brute de capital fixe	28,2	16,1	-22,4	0,0	5,4
Prix à la consommation	1,5	7,5	-0,4	2,1	4
Solde des administrations publiques, définition nationale (% du PIB)	1,2	-2,2	-4,5	-4,5	-3,5
Dette publique, définition nationale (% du PIB)	29,6	30,8	35,4	39,1	38
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	29,0	23,4	24,1	27,2	27
Exportations de marchandises	15	13,9	-17,1	27,7	21
Importations de marchandises	18,7	15,4	-24,1	10,2	19
Balance commerciale (millions d'euros)	-4042	-4823	-3410	-3248	-3800
Balance courante (% du PIB)	-10,7	-14,2	-6,2	-5,5	-6,7
Dette extérieure brute (% du PIB)	18,2	17,2	21,8	25,4	–

Sources : WIIW, juillet 2011 ; (p) : prévision

Croatie

	2007	2008	2009	2010	2011 (p)
PIB	5,1	2,2	-6,0	-1,2	1
PIB par tête (% de la moyenne UE-27, PPA)	–	64	64	62	–
Consommation des ménages	6,3	0,8	-8,5	-0,9	0,4
Formation brute de capital fixe	7,1	8,2	-11,8	-11,3	-6
Prix à la consommation	2,9	6,1	2,4	1,1	2,5
Solde des administrations publiques, définition nationale (% du PIB)	-1,2	-0,9	-3,2	-4,3	-6,0
Dette publique, définition eurostat (% du PIB)	32,5	29,5	35,2	40,1	45,2
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	9,6	8,4	9,1	11,8	12
Exportations de marchandises	8,6	6,8	-21,5	18,1	0
Importations de marchandises	10,8	10,6	-26,8	-0,3	2
Balance commerciale (millions d'euros)	-9434	-10794	-7387	-1283	-6200
Balance courante (% du PIB)	-7,5	-9,1	-5,5	-1,4	-2,5
Dette extérieure brute (% du PIB)	77,7	85	99,1	101,1	–

Sources : WIIW, juillet 2011 ; (p) : prévision

Principaux indicateurs économiques

(Variations en % par rapport à l'année précédente, sauf mention contraire)

Macédoine

	2007	2008	2009	2010	2011 (p)
PIB	6,1	5	-0,9	0,7	2
PIB par tête (% de la moyenne UE-27, PPA)	–	34	36	35	–
Consommation des ménages	8,1	7,4	-3,1	2,5	2
Formation brute de capital fixe	17,1	5,4	-2	0	3
Prix à la consommation	2,3	8,3	-0,8	1,6	3
Solde des administrations publiques, définition nationale (% du PIB)	0,6	-0,9	-2,6	-2,5	-2
Dette publique, définition nationale (% du PIB)	33,3	28,7	32	34	35
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	34,9	33,8	32,2	32,2	31
Exportations de marchandises	29,2	8,9	-28,7	29,8	10
Importations de marchandises	25,3	21,9	-22,1	14,1	5
Balance commerciale (millions d'euros)	-1181	-1763	1551	-1468	-1500
Balance courante (% du PIB)	-7,1	-12,8	-6,7	-2,8	-4,1
Dette extérieure brute (% du PIB)	47,6	49,2	56,7	62,4	–

Sources : WIIW, juillet 2011 ; (p) : prévision

Monténégro

	2007	2008	2009	2010	2011 (p)
PIB	10,7	6,9	-5,7	0,5	2
PIB par tête (% de la moyenne UE-27, PPA)	–	43	41	40	–
Consommation des ménages	8	7	-4	0	2
Formation brute de capital fixe	10	8	-6	-2	2
Prix à la consommation	4,2	7,4	3,4	0,5	3
Solde des administrations publiques, définition nationale (% du PIB)	8,2	1,7	-3,5	-3	-3
Dette publique, définition nationale (% du PIB)	27,5	29	38,2	42	44
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	19,3	17,2	19,3	19,6	20
Exportations de marchandises	-25,4	-6,8	-34,2	20,4	10
Importations de marchandises	39,6	22,1	-34,6	0,4	8
Balance commerciale (millions d'euros)	-1607	2102	-1372	-1317	-1420
Balance courante (% du PIB)	-40,2	-51,3	-30,1	-25,7	-21,9
Dette extérieure brute (% du PIB)	17,2	15,6	23,5	30,2	–

Sources : WIIW, juillet 2011 ; (p) : prévision

Serbie

	2007	2008	2009	2010	2011 (p)
PIB	6,9	5,5	-3,1	1,8	2,5
PIB par tête (% de la moyenne UE-27, PPA)	–	36	35	37	–
Consommation des ménages	6	6	-2	2	2
Formation brute de capital fixe	12	8	-5	-4	3
Prix à la consommation	7	13,5	8,6	6,8	10
Solde des administrations publiques, définition nationale (% du PIB)	-2,0	-2,6	-4,5	-4,4	-5
Dette publique, définition nationale (% du PIB)	29,8	27,9	32,6	36	43
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	18,1	13,6	16,1	19,2	20
Exportations de marchandises	24,9	16,2	-19,4	23,8	15
Importations de marchandises	33,3	18,3	-30,3	9,7	10
Balance commerciale (millions d'euros)	-7069	-8501	-5119	-4773	-4900
Balance courante (% du PIB)	-17,7	-21,6	-7,2	-6,9	-8
Dette extérieure brute (% du PIB)	60,2	64,6	77,9	79	–

Sources : WIIW, juillet 2011 ; (p) : prévision